

Sous la direction de

**AMORY GETHIN
CLARA MARTÍNEZ-TOLEDANO
THOMAS PIKETTY**

**CLIVAGES
POLITIQUES
ET INÉGALITÉS
SOCIALES**

Une étude de 50 démocraties (1948-2020)

HAUTES ÉTUDES
EHESS/GALLIMARD/SEUIL

CLIVAGES POLITIQUES ET INÉGALITÉS SOCIALES

Sous la direction de
Amory Gethin
Clara Martínez-Toledano
Thomas Piketty

Clivages politiques et inégalités sociales

Une étude de 50 démocraties (1948-2020)

HAUTES ÉTUDES

EHESS
GALLIMARD
SEUIL

« Hautes Études » est une collection
des Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales,
qui en assurent le suivi éditorial,
des Éditions Gallimard et des Éditions du Seuil.

ISBN 978-2-02-145650-9

© SEUIL/GALLIMARD, AVRIL 2021

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage a grandement bénéficié des retours de collègues et amis, qui ont généreusement accepté de relire certaines des sections de cet ouvrage et dont les suggestions ont été très utiles pour réviser ses différents chapitres. La relecture attentive de l'ensemble du livre par Jules Baleyte s'est avérée inestimable. Nous lui en sommes tout particulièrement redevables. Nous voulons également exprimer notre reconnaissance à Carmen Durrer de la Sota pour son aide précieuse tout au long de ce projet. Nous tenons aussi à remercier Goolam Aboobaker, Lavih Abraham, Ronald Alfaro-Redondo, Itai Artzi, Kentaro Asai, Nitin Bharti, Harry Blain, María Julia Blanco, Francesco Bogliacino, Joel Campbell, Aroop Chatterjee, David Chiavacci, Kevin Cunningham, Federico Curci, Jennifer Curtin, Léo Czajka, Ishac Diwan, Nicolás Dvoskin, Dror Feitelson, Gustavo García, Gabriel Gazeau, Dalia Ghanem, Saad Gulzar, Karl Ho, Christophe Jaffrelot, Eui-Young Jung, Catherine Lena Kelly, Dominika Koter, Wai-Man Lam, Sébastien Lechevalier, Gedeão Locks, Halfdan Lyngemangueira, Gary Marks, Kyong Mazzaro, Sidney Michelini, Jules Naudet, Paul Nugent, Anja Osei, Javier Padilla, Amy Poteete, Aidan Regan, Paolo Santini, Thiago Scarelli, Carmen Schmidt, Ferenc Szűcs, Dirk Tomsa, Yoshida Toru, Andreas Ufen, Sebastian Veg et Nicolas van de Walle.

De nombreux collègues ont également contribué de loin ou de près à la réalisation de ce projet. Nous voulons notamment remercier Thomas Blanchet, Lucas Chancel, Ignacio Flores, Rowaida Moshrif, Tom Raster et Olivia Ronsain. Cet ouvrage a grandi dans l'atmosphère bienveillante et stimulante du World Inequality Lab à l'École d'économie de Paris, et nous tenons à remercier tous les membres de ce laboratoire pour les moments partagés et leur générosité.

Nous sommes aussi redevables à toute l'équipe des Éditions de l'Ehess et des Éditions du Seuil, et particulièrement à Étienne Anheim, Séverine Nickel et Sophie Tarneaud, pour leur soutien sans faille dans ce projet.

Nous remercions enfin les chercheurs et collègues qui nous ont fait confiance dans ce projet en acceptant d'écrire ou de coécrire un ou plusieurs des chapitres de cet ouvrage collectif. Sans leur participation, nous n'aurions jamais pu proposer le petit tour du monde en 50 démocraties électorales que nous sommes heureux de présenter au lecteur dans les pages qui suivent.

A. Gethin, C. Martínez-Toledano, T. Piketty
Paris, le 1^{er} mars 2021

Introduction

OBJECTIFS ET ORGANISATION DE L'OUVRAGE

Amory Gethin, Clara Martínez-Toledano
et Thomas Piketty

Démocraties électorales, enquêtes électorales : objectifs et méthodes

Cet ouvrage présente les résultats d'un programme de recherche collectif portant sur la structure des clivages politiques et des inégalités sociales dans 50 démocraties électorales sur les différents continents entre 1948 et 2020. Cette introduction se propose de décrire succinctement les objectifs et les méthodes que nous nous sommes donnés, puis de parcourir brièvement l'organisation du livre et des différents chapitres.

« Démocraties électorales » : cette notion doit immédiatement être précisée afin de bien circonscrire notre objet. Aucun des pays étudiés ici n'est une démocratie parfaite, tant s'en faut, et certains s'en éloignent même notablement, en particulier pour ce qui concerne la liberté de la presse ou la neutralité de l'État dans les opérations électorales. Mais tous ces pays ont conduit à un moment donné des élections pluralistes et disputées, c'est-à-dire des élections dont les résultats ne sont pas entièrement connus à l'avance et peuvent déterminer l'accès au pouvoir politique. Pour l'objet qui est le nôtre ici, il s'agit surtout d'élections permettant d'étudier comment les différents groupes sociaux ont choisi d'accorder leurs suffrages pour les partis et coalitions en présence. Dans la perspective qui nous intéresse dans cet ouvrage, les élections offrent avant tout une fenêtre imparfaite mais réelle sur ce que pensent les citoyens, sur leur vision politique et idéologique et sur les choix électoraux qui en découlent, compte tenu naturellement des options limitées auxquelles ils font face.

Car tel est dans ce livre notre objectif central : nous cherchons à étudier de façon systématique comment les choix électoraux varient en fonction des caractéristiques sociales telles que le revenu, le diplôme, le patrimoine, la profession, le genre, l'âge, l'origine ou l'identité ethno-religieuse. Pour cela,

nous avons recours à une source quasi unique : nous utilisons les enquêtes électorales organisées dans les différents pays ayant conduit des élections pluralistes depuis la Seconde Guerre mondiale. Menées auprès d'échantillons représentatifs atteignant généralement quelques milliers d'électeurs, interrogés le plus souvent dans les jours ou semaines suivant l'élection considérée, ces enquêtes comprennent en complément des informations sur le vote des questionnaires détaillés portant sur les caractéristiques socio-économiques des électeurs. Malgré toutes leurs imperfections, ces enquêtes constituent l'une des sources les plus précieuses dont nous disposons afin d'étudier la relation entre la structure des clivages politiques et celle des inégalités sociales¹.

Grâce à une vingtaine de chercheurs participant à ce projet, nous avons pu rassembler et exploiter sur une base homogène et comparable la quasi-totalité des enquêtes électorales menées dans 50 démocraties électorales dans le monde entre 1948 et 2020. Nous avons ainsi pu établir une cartographie mondiale et historique de la façon dont les différentes dimensions des inégalités sociales font l'objet ou non d'une mobilisation politique commune au sein d'un même parti ou d'une même coalition.

Parmi les nombreuses questions auxquelles nous avons tenté de répondre figure notamment l'interrogation suivante : dans quelle mesure les électeurs issus de classes socialement défavorisées, par exemple en termes de revenu, de diplôme et de patrimoine, ont-ils tendance à voter pour le même bloc électoral, indépendamment de leurs autres caractéristiques telles que l'origine nationale ou régionale ou l'identité ethnoreligieuse ? Autrement dit, quelle est l'importance relative des facteurs « classistes » et « identitaires » dans la structure des clivages politiques et la détermination des comportements électoraux ? Nous allons voir que les réponses à cette question varient considérablement dans l'espace et dans le temps, y compris au sein d'un même pays. En pratique, ces différents facteurs se combinent au gré de constructions et de déconstructions politiques et historiques spécifiques, qui doivent être analysées comme telles.

Prenons un exemple. Au cours de la période 1950-1980 le Parti démocrate aux États-Unis rassemblait dans une large mesure les votes des classes populaires, quelle que soit la façon dont on les définit (revenu, diplôme,

1. Ces enquêtes sont parfois dénommées « enquêtes post-électorales » (*post-electoral surveys*). Elles se distinguent généralement des « sondages de sortie des urnes » (*exit polls*) par le fait qu'elles sont menées « à froid » (et non pas à la sortie du bureau de vote) et que les questionnaires portant sur les caractéristiques socio-économiques des électeurs sont plus étoffés et ont été mis au point avec des centres de recherche universitaires. Tous les détails sur les enquêtes utilisées sont donnés dans les différents chapitres.

patrimoine, profession) et indépendamment de leurs origines et de leur identité raciale. À l'inverse, au cours de la période 2000-2020, on constate que les classes populaires issues des « minorités » noires et latinos continuent de porter leurs suffrages très majoritairement sur le Parti démocrate, mais que les classes populaires blanches ont nettement basculé vers le Parti républicain. On observe également un autre type de fragmentation au sommet de la hiérarchie sociale : les groupes les plus diplômés votent maintenant majoritairement pour le Parti démocrate, alors que les classes les plus riches en patrimoine (et à un degré moindre en revenu) continuent de soutenir le Parti républicain, avec toutefois moins de netteté que dans l'après-guerre.

Nous retrouvons dans une certaine mesure une transformation similaire en Europe, où les clivages liés aux origines et aux identités ethno-religieuses ont récemment pris une importance inédite et semblent rapprocher le cas européen de celui des États-Unis en dépit de configurations initiales extrêmement différentes, compte tenu notamment du rôle historiquement plus marqué des clivages « classistes » en Europe (et corrélativement de la moindre importance des clivages raciaux et ethno-religieux). Par comparaison, nous verrons dans d'autres parties du monde, en particulier en Asie, en Amérique latine et en Afrique, que la dimension « classiste » des clivages politiques a au contraire eu tendance dans certains cas à se renforcer au cours des dernières décennies. Ces résultats remettent en cause une vision occidentale consistant à favoriser une lecture étroitement « ethniciste » du conflit électoral dans les démocraties extra-européennes. En réalité, c'est plutôt l'Occident qui s'ethnicise et se tribalise au moment où d'autres démocraties se classent. Ces résultats invitent aussi et surtout à examiner de plus près les plateformes programmatiques et politico-idéologiques permettant à certains partis et certaines coalitions de rassembler en leur sein avec plus ou moins d'efficacité les électeurs issus de différentes origines.

Précisons toutefois que l'ambition de cet ouvrage reste limitée et circonscrite. Nous ne prétendons nullement expliquer de façon parfaitement convaincante *pourquoi* ces différents électeurs votent de telle ou telle façon ou *les raisons* de l'ensemble des évolutions observées. Notre premier objectif est modestement descriptif : nous cherchons d'abord à établir un certain nombre de régularités factuelles et de transformations concernant la structure socio-économique des coalitions électorales, des clivages politiques et des inégalités sociales, dans une perspective historique, transnationale et globale.

Nous tentons également dans les différents chapitres d'analyser les multiples hypothèses explicatives susceptibles de rendre compte des évolutions

observées, en fonction du contexte politique et historique propre à chaque pays, et en partant du principe que la multiplication des cas étudiés et des comparaisons possibles peut permettre de mieux comprendre les processus en jeu. Nous insistons en particulier sur le fait que la structure des clivages politiques n'est jamais figée. Elle évolue en fonction de multiples facteurs, et notamment des stratégies de mobilisations électorales menées par les différents mouvements politiques, qui, suivant la nature du projet proposé, peuvent parvenir (ou non) à rassembler de vastes coalitions d'électeurs au-delà de leurs différences.

Mais il va de soi qu'une analyse satisfaisante de l'ensemble de ces processus, au sein de périodes aussi longues et d'un nombre de pays aussi considérable, nécessiterait de rassembler des sources, des méthodes et des compétences qui vont bien au-delà de celles mobilisées dans cet ouvrage. Nous espérons vivement que le travail principalement descriptif et historique proposé dans ce livre sera utilisé et prolongé par d'autres recherches, enquêtes et réflexions, afin de nous permettre de mieux comprendre les transformations ainsi mises au jour. Dans cette perspective collective et participative, toutes les données rassemblées dans cet ouvrage sont mises à la disposition de l'ensemble des personnes intéressées (chercheurs, journalistes, citoyens) dans le cadre de la *World Political cleavages and Inequality Database*. Les lecteurs trouveront en outre l'ensemble des graphiques et tableaux principaux ou annexes mentionnés dans cet ouvrage, ainsi que les données sous-jacentes à ceux-ci, sur le site internet dédié, disponible à l'adresse suivante : <http://wpid.world>.

Organisation de l'ouvrage

L'ouvrage est organisé de la façon suivante.

Le **chapitre 1** commence par proposer une synthèse des principaux résultats obtenus dans les différents pays. Cette synthèse a été rédigée par les trois coordinateurs du projet (A. Gethin, C. Martínez-Toledano, T. Piketty), de même que la présente introduction. Parmi les 50 démocraties électorales analysées (voir chapitre 1, tableau 1.1), 17 se situent en Europe occidentale (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse), 3 en Europe de l'Est post-communiste (Hongrie, Pologne, République tchèque), 4 en Amérique du Nord et Océanie (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande), 10 en Asie (Corée du Sud, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan, Philippines, Taïwan, Thaïlande), 7 en Amérique latine (Argentine, Brésil,

Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique, Pérou) et 9 en Afrique et au Moyen-Orient (Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Ghana, Irak, Israël, Nigeria, Sénégal, Turquie). Le choix des pays a été principalement dicté par la disponibilité d'enquêtes électorales suffisamment riches et de fichiers assez bien conservés et documentés pour permettre une exploitation satisfaisante et des comparaisons homogènes avec les autres pays.

Les chapitres suivants exposent de façon plus détaillée les résultats obtenus en suivant approximativement cet ordre géographique. Le **chapitre 2** (T. Piketty) analyse les cas de la France, des États-Unis et du Royaume-Uni et fait apparaître des points communs importants entre les trois pays concernant notamment le retournement du clivage éducatif, l'émergence d'un « système d'élites multiples » et l'évolution des clivages identitaires au cours des dernières décennies. Les chapitres suivants étudient dans quelle mesure ce schéma général se retrouve dans les autres démocraties occidentales. Le **chapitre 3** (F. Kosse, T. Piketty) se penche sur le cas de l'Allemagne. Le **chapitre 4** (C. Martínez-Toledano, A. Sodano) analyse celui des pays nordiques (Norvège, Danemark, Suède, Finlande, Islande). Le **chapitre 5** (A. Gethin) étudie les points communs et les particularités des évolutions observées en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Canada. Le **chapitre 6** (L. Bauluz, A. Gethin, C. Martínez-Toledano, M. Morgan) est consacré à l'Italie, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande. Le **chapitre 7** (C. Durrer de la Sota, A. Gethin, C. Martínez-Toledano) s'intéresse aux cas de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suisse et de l'Autriche. Malgré des différences importantes entre les pays, ce tour d'horizon des démocraties occidentales (Europe, Amérique du Nord, Océanie) conduit à la conclusion d'une assez grande similarité d'ensemble avec les évolutions observées en France, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Le **chapitre 8** (A. Lindner, F. Novokmet, T. Piketty, T. Zawisza) élargit la perspective en étudiant plusieurs pays de l'Europe de l'Est post-communiste (République tchèque, Hongrie, Pologne), ce qui permet de mettre en évidence des structures de clivages politiques spécifiques et néanmoins instructives pour les autres pays, avec notamment la quasi-disparition des partis sociaux-démocrates et socialistes.

Le **chapitre 9** (A. Banerjee, A. Gethin, T. Piketty) élargit bien davantage la perspective en s'intéressant au cas de l'Inde. Plus grande démocratie du monde, avec un nombre d'électeurs supérieur au total de tous les pays étudiés précédemment, l'Inde permet d'offrir un utile contrepoint aux cas analysés jusqu'ici. Nous verrons par exemple que les classes populaires issues des groupes ethnoreligieux majoritaire (hindou) ou minoritaire (musulman) tendent à voter pour les mêmes partis et coalitions en

Inde, contrairement à ce que l'on observe de plus en plus nettement en Europe comme aux États-Unis. Le **chapitre 10** (A. Gethin, S. Mehmood, T. Piketty) s'intéresse ensuite au cas du Pakistan où la politisation des différences ethnolinguistiques et des inégalités sociales a pris des formes spécifiques. Le **chapitre 11** (A. Gethin) étudie le cas du Japon en mettant notamment l'accent sur le rôle historique joué par le clivage rural-urbain et sur l'affaiblissement exceptionnel du clivage classiste dans les années récentes. Le **chapitre 12** (A. Gethin, T. Jenmana) consacré à la Thaïlande, aux Philippines, à la Malaisie et à l'Indonésie, montre comment la structure des inégalités régionales et ethniques a pu contribuer à engendrer des clivages de classe aux formes variées et évolutives. Le **chapitre 13** (C. Durrer de la Sota, A. Gethin) s'intéresse aux cas de la Corée du Sud, de Taïwan et de Hong Kong, et étudie comment la question des attitudes à l'égard du régime nord-coréen (Corée du Sud) et du régime chinois (Hong Kong, Taïwan) s'articule avec les clivages socio-économiques.

Le **chapitre 14** (A. Gethin, M. Morgan) analyse le cas du Brésil et montre comment un clivage classiste initialement peu marqué s'est considérablement renforcé au cours des dernières décennies dans le cadre du nouveau système politique issu de la chute de la dictature militaire. Le cas brésilien illustre le rôle joué par les politiques publiques menées lors de l'exercice du pouvoir dans la construction de clivages électoraux de type classiste. Le **chapitre 15** (O. Barrera, A. Leiva, C. Martínez-Toledano, A. Zúñiga-Cordero) propose une analyse comparée de plusieurs autres pays latino-américains (Argentine, Chili, Costa Rica, Colombie, Mexique, Pérou), en insistant notamment sur l'interaction entre clivages classistes, clivages ethniques et personnalisation de la politique électorale.

Le **chapitre 16** (A. Gethin) s'intéresse à la structure des clivages politiques en Afrique du Sud, dans un contexte marqué par des inégalités raciales extrêmes mais où la question de la politisation des inégalités intra-raciales monte lentement en importance. Le **chapitre 17** (J. Baleyte, A. Gethin, Y. Govind, T. Piketty) étudie les processus de politisation des inégalités sociales et des clivages ethniques au Botswana, au Ghana, au Nigeria et au Sénégal. À rebours des idées reçues, des clivages de type classiste apparaissent dans une certaine mesure en voie de construction en Afrique, en particulier au Botswana et au Nigeria. Le **chapitre 18** (Y. Berman) analyse la transformation de la structure des clivages politiques en Israël. Enfin, le **chapitre 19** (L. Assouad, A. Gethin, T. Piketty, J.-N. Uraz) étudie la formation des clivages sociopolitiques en Algérie, en Irak et en Turquie, en insistant notamment sur la diversité des formes prises par la relation entre mobilisation religieuse et classe sociale. Il convient de souligner que

le manque de profondeur temporelle et les insuffisances des enquêtes électorales disponibles limitent considérablement les analyses qu'il est possible de développer pour les pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Il nous a toutefois semblé essentiel de les inclure dans l'analyse afin d'illustrer les formes spécifiques prises par les interactions entre clivages politiques et inégalités sociales dans ces différents contextes.

Enfin, une brève **conclusion** (A. Gethin, C. Martínez-Toledano, T. Piketty) rappelle quelques-uns des principaux enseignements de cet ouvrage et, surtout, dresse un certain nombre de perspectives pour des recherches futures.

Chapitre 1

CLIVAGES POLITIQUES ET INÉGALITÉS SOCIALES DANS 50 DÉMOCRATIES, 1948–2020

Amory Gethin, Clara Martínez-Toledano
et Thomas Piketty¹

Depuis les années 1980 les inégalités de revenus et de patrimoines se sont considérablement accrues dans de nombreuses régions du monde. Cette évolution s’est inscrite en rupture avec la période relativement égalitaire de 1950 à 1980, caractérisée par une croissance économique aux fruits davantage partagés et par l’expansion de l’État social et fiscal. Pourtant, ce renversement de tendance n’a pas conduit à des demandes généralisées de redistribution ou à une résurgence des clivages de classe sur la scène politique. Dans l’arène électorale, ces dernières décennies semblent plutôt avoir été le théâtre de l’amplification de diverses formes de conflits de type nationaliste ou identitaire dont le Brexit et les succès des partis xénophobes en Europe, de Donald Trump aux États-Unis, Jair Bolsonaro au Brésil, ou Narendra Modi en Inde constituent des manifestations. Comment expliquer ces transformations ? Pourquoi tant de démocraties ont-elles laissé les inégalités socio-économiques se creuser et se sont-elles orientées vers des débats portant sur l’immigration, l’identité nationale ou l’intégration ?

Ce chapitre tente d’éclairer ce débat et d’apporter des pistes de réponses en synthétisant les résultats obtenus dans 50 démocraties sur les interactions entre inégalités sociales et évolution de long terme des clivages politiques. À partir d’un ensemble d’enquêtes électorales menées durant plus de sept décennies, nous examinons comment varie le lien entre comportements de vote et caractéristiques socio-économiques des électeurs dans le temps et l’espace. Cette analyse et cette nouvelle base de données harmonisée fondent une approche comparative de la politisation des inégalités sociales centrée sur la question de la représentation par les mouvements politiques de différents types de conflits liés à l’inégalité ou à l’identité. Ce chapitre propose un

1. Nous remercions Harry Blain, Javier Padilla et Juliet-Nil Uraz pour leurs précieuses réactions sur ce chapitre.

aperçu des principaux résultats de ce volume, en confrontant et recoupant les conclusions de ses différentes études de cas. L'intégralité de nos résultats ainsi que notre base de données complète sont accessibles en libre accès sur wpid.world (*World Political cleavages and Inequality Database*).

La première section de ce chapitre justifie l'intérêt d'étudier le lien entre clivages politiques et inégalités. De nombreuses études ont mis en évidence les impacts économiques et sociaux que peuvent générer les processus de représentation politique. En outre, les inégalités liées à la participation et à l'influence politiques contribuent fortement à une représentation inéquitable des intérêts des citoyens sur la scène politique. L'importance relative des questions de répartition des richesses dans le débat public ainsi que l'intersection de ces questions avec d'autres dimensions du conflit politique jouent également un rôle majeur dans la politisation des inégalités. Cependant, peu d'études ont adopté une perspective comparative et historique globale sur le lien entre conflits politiques et inégalités dans les démocraties contemporaines. Une telle approche exige de se tourner vers l'étude des clivages politiques, objets de travaux en science politique. En apportant de nouvelles données et de nouvelles perspectives sur le lien entre inégalités et clivages politiques, nous espérons que notre étude pourra contribuer à ces champs de recherche.

Nous esquissons ensuite le cadre général de cet ouvrage. Contrairement aux études qui analysent les clivages de classe en se focalisant sur la catégorie socioprofessionnelle, la majorité des chapitres de ce volume privilégient deux mesures verticales de l'inégalité sociale, le revenu et le diplôme. Ces deux critères (auxquels il faut ajouter le patrimoine, que les enquêtes électorales ne permettent malheureusement de mesurer que dans un nombre limité de pays) ont notamment le mérite de permettre plus aisément des comparaisons entre pays et au cours du temps. Ce chapitre expose plus précisément comment ces deux variables ont structuré les clivages à travers le temps et l'espace, notamment par leur interaction avec d'autres formes de conflits politiques. Pour ce faire, nous examinons tour à tour, pour les démocraties couvertes par notre nouvelle base de données, la façon dont les clivages politiques ont été conditionnés par le revenu et le diplôme, l'appartenance religieuse, les identités socioculturelles ou ethniques, les inégalités spatiales, le genre et l'âge.

Nos résultats révèlent une transformation considérable du lien entre revenu, diplôme et vote dans les démocraties occidentales. Dans la période allant des années 1950 aux années 1980, les systèmes de partis occidentaux pouvaient être décrits comme « classistes » dans le sens où les partis sociaux-démocrates, socialistes, démocrates, travaillistes, communistes ou

verts (ensemble de partis communément classés « à gauche », et que nous préférons qualifier de « sociaux-démocrates », au sens large, ou bien par leur intitulé exact) réalisaient leurs meilleurs scores auprès des électeurs les moins aisés et les moins diplômés. À l'inverse, les partis conservateurs, républicains, démocrates-chrétiens, libéraux, gaullistes ou nationalistes (partis communément classés « à droite », et que nous préférons qualifier de « conservateurs », au sens large, ou bien par leur intitulé exact) faisaient leurs meilleurs scores parmi les électeurs les plus aisés et les plus diplômés¹. Cette régularité a profondément évolué au cours des dernières décennies. À mesure que les électeurs les plus diplômés se sont progressivement tournés vers les partis sociaux-démocrates (au sens large), les systèmes politiques occidentaux sont devenus des « systèmes d'élites multiples » : les partis conservateurs continuent de représenter les électeurs les plus aisés, tandis que les partis sociaux-démocrates sont devenus les nouveaux partis des plus diplômés. Cette transformation a fortement affaibli la représentation politique des conflits de classe, comme le reflète l'effondrement du lien entre comportements politiques et perception des électeurs de leur position sociale, ainsi que nous le verrons plus loin.

Si une telle déconnexion entre la politisation du diplôme et du revenu est relativement rare au regard de l'histoire, l'ampleur des clivages liés au revenu et au diplôme présente néanmoins d'importantes variations entre les démocraties contemporaines. Ces variations peuvent être comprises comme le reflet de différentes modalités de représentation des clivages de classe, elles-mêmes attribuables à d'autres clivages et à leur interaction avec la structure des inégalités sociales et des carrières professionnelles, qui a elle-même connu des transformations considérables. On pense notamment à la montée en puissance de l'enseignement supérieur et au développement concomitant d'aspirations et de carrières non directement tournées vers le gain monétaire maximal (par exemple dans l'éducation, la culture ou la santé), le tout cohabitant avec l'existence des professions plus directement lucratives mais reposant parfois sur des diplômes moins élevés (par exemple dans le commerce, l'immobilier ou la finance).

1. Dans le cadre de cet ouvrage, nous préférons parler de partis « sociaux-démocrates » ou « conservateurs » (au sens large), ou bien utiliser directement les intitulés exacts que se donnent les partis, coalitions et mouvements politiques dans les différents pays. Nous tentons d'éviter autant que possible les termes polysémiques de « gauche » et de « droite », dont la signification, les usages politiques et le contenu idéologique varient très fortement suivant les périodes, les pays et les locuteurs. Lorsque nous utilisons les termes de « gauche » et de « droite », nous prenons toujours soin de préciser explicitement les partis, mouvements et organisations politiques spécifiques et historiquement situés auxquels nous faisons référence.

Parmi les autres clivages, les clivages religieux, en divisant les électeurs d'une même catégorie sociale selon leur appartenance religieuse, ont historiquement contribué à atténuer les clivages de classe dans les démocraties occidentales. Malgré un certain affaiblissement au cours du temps, ces conflits demeurent marqués, les électeurs religieux étant nettement plus enclins à soutenir les partis conservateurs que les électeurs non-religieux. D'autres régions du monde présentent des divisions comparables. En Amérique latine, les électeurs non-religieux votent davantage pour les partis de gauche (ou communément désignés comme tels), bien que l'influence de l'appartenance religieuse soit moins significative dans des pays présentant des clivages de classe marqués comme l'Argentine ou le Brésil. Les pays à majorité musulmane, au nombre desquels la Turquie, le Pakistan ou l'Indonésie, sont aussi caractérisés par des conflits comparables, dans la mesure où les minorités religieuses et les musulmans non-pratiquants sont beaucoup plus proches des partis historiquement sécularistes. L'Inde est sans doute le pays où la polarisation religieuse s'est le plus intensifiée, alimentée par la percée du nationalisme hindou. Dans le même temps, on constate que les classes populaires hindoues et musulmanes continuent de voter pour les mêmes partis et coalitions politiques, ce qui indique que la dimension identitaire ne l'a pas emporté sur la dimension classiste, contrairement dans une certaine mesure à ce que l'on observe dans les démocraties occidentales.

Les identités socioculturelles, qu'elles soient liées aux origines nationales, à la langue ou à l'appartenance ethnique, constituent également des sources de conflits dans les démocraties contemporaines. Dans les sociétés occidentales, la prise d'importance des problématiques migratoires et d'intégration des minorités est allée de pair avec l'émergence d'un nouveau clivage, matérialisé par le vote des immigrés pour les partis sociaux-démocrates et assimilés. Ce clivage est particulièrement marqué dans le cas des électeurs musulmans, ainsi que dans les pays où les partis d'extrême droite font des scores importants, ce qui suggère que l'offre politique influe sur la construction des clivages identitaires. Une analyse plus large du vote des minorités religieuses, ethniques ou raciales révèle des clivages profonds notamment dans le cas des électeurs noirs aux États-Unis, musulmans en Inde, maoris en Nouvelle-Zélande et kurdes en Turquie. Dans les pays où les inégalités ethniques sont éminemment significatives, tels que l'Afrique du Sud, le Pakistan ou le Nigeria, nos résultats mettent en évidence un alignement systématique des clivages ethniques et des clivages de classe, soulignant le rôle joué par les inégalités ethniques dans l'émergence de conflits ethniques et de systèmes de partis classistes.

Les inégalités spatiales ont elles aussi leur importance dans la formation des clivages politiques. Dans les démocraties occidentales, les zones rurales ont toujours été plus favorables aux partis conservateurs. Dans la mesure où elles tendent à être moins développées que les villes, ce clivage a historiquement contribué à inhiber les clivages de classe. À l'inverse, dans la vaste majorité des démocraties non occidentales, les partis soutenus par les électeurs les moins aisés et les moins diplômés obtiennent couramment de meilleurs scores dans les zones rurales. C'est en particulier le cas des systèmes de partis dominants (systèmes où des partis d'opposition existent mais n'ont aucune chance à court terme de remporter les élections face à un parti dominant) où les partis au pouvoir se basent souvent sur des réseaux clientélistes ruraux pour assurer leur réélection. Au-delà de cette dichotomie nos résultats mettent en exergue des clivages régionaux particulièrement prononcés lorsque la diversité ethnique est importante, lorsque les inégalités régionales sont élevées ou lorsque appartenances ethniques et régionales se superposent. Dans de nombreuses démocraties comme l'Inde, le Pakistan ou la Turquie, ces clivages se sont creusés au cours des dernières décennies. Certaines démocraties occidentales ont également vu l'émergence de puissants mouvements régionalistes. Ces mouvements ont trouvé un écho favorable parfois auprès des électeurs à hauts revenus, comme c'est le cas en Belgique (Flandre) et en Espagne (Catalogne), d'autres fois auprès des classes populaires comme au Canada (Québec) et au Royaume-Uni (Écosse), exprimant l'importance des héritages idéologiques mais aussi des facteurs socio-économiques dans la formation de courants indépendantistes.

En outre, des divergences politiques entre générations caractérisent de nombreuses démocraties contemporaines. Cependant, contrairement à une croyance commune, rien n'indique que les jeunes électeurs des démocraties occidentales se soient tournés vers les partis de gauche (sociaux-démocrates au sens large) de manière accrue au cours des dernières décennies. En particulier, si les partis écologistes obtiennent systématiquement de meilleurs scores auprès de la jeunesse, les partis anti-immigration rassemblent des électeurs à l'âge beaucoup plus variable d'un pays à l'autre. Les systèmes de partis dominants présentent quant à eux souvent des clivages générationnels marqués, liés à la contestation croissante de la jeunesse urbaine et éduquée à l'encontre du parti au pouvoir. Des conflits générationnels particulièrement profonds peuvent également émerger lorsque les questions de politique extérieure et d'intégration politique sont prépondérantes dans le débat politique. C'est notamment le cas du Brexit au Royaume-Uni, des attitudes à l'égard de la Chine continentale à Taïwan et à Hong Kong ou encore du positionnement vis-à-vis du régime nord-coréen en Corée du Sud. De telles

divisions entre générations tendent à atténuer les clivages de classe, dans la mesure où l'âge n'est que faiblement lié à la situation socio-économique.

Enfin, nos résultats révèlent un renversement complet du vote des femmes dans les démocraties occidentales, qui se sont progressivement détournées des mouvements conservateurs et religieux pour privilégier les partis sociaux-démocrates, socialistes, écologistes et assimilés. Cette transition a pu être renforcée par le processus de sécularisation dans les pays catholiques, mais également par l'importance croissante prise par les femmes dans le secteur public dans les pays d'Europe du Nord. Dans les démocraties non occidentales, le lien entre vote et genre apparaît plus variable, les effets de candidats et les dynamiques de l'offre politique contribuant de manière importante à la politisation des clivages de genre.

Ainsi, notre analyse suggère que les facteurs socio-économiques jouent un rôle majeur dans la structuration des clivages politiques des régimes électoraux contemporains. Cependant, les mécanismes par lesquels ces facteurs opèrent dépendent, de manière cruciale, de la politisation des inégalités sociales. Ces résultats appellent à une perspective renouvelée de la représentation électorale des conflits de classe, à l'intersection entre contingence historique et facteurs structurels de long terme. Nous espérons que cette approche ainsi que cette nouvelle base de données permettront d'ouvrir de nouveaux horizons de recherche sur le lien entre clivages politiques et inégalités.

Démocratie et inégalités politiques

De nombreux travaux ont depuis longtemps cherché à comprendre comment, dans les régimes démocratiques, les facteurs politiques affectent la répartition des richesses. Un autre champ de recherche, plus spécifique à la science politique et à la sociologie électorale, s'est intéressé aux mécanismes par lesquels les conflits sociaux se transforment en clivages politiques, à la suite notamment des travaux fondateurs de Lipset et Rokkan. Cette section présente brièvement quelques-unes des contributions essentielles de ces champs de recherche, qui orientent l'approche adoptée dans cet ouvrage.

Pourquoi les pauvres n'exproprient-ils pas les riches dans les démocraties ?

Selon une vision simpliste du conflit politique, parfois privilégiée par une partie des économistes, les clivages électoraux se réduiraient à un antagonisme entre les pauvres et les riches, avec pour corrélat que les seconds

risqueraient à tout moment d'être expropriés par les premiers. Cette crainte, thème récurrent du débat philosophique depuis l'Antiquité et récemment réexaminée par l'analyse politico-économique contemporaine¹, illustre un débat plus complexe qu'il n'y paraît. Dans un monde parfaitement démocratique, où les électeurs voteraient pour un taux d'imposition unique afin de redistribuer les recettes fiscales au bénéfice des plus pauvres, toute hausse d'inégalité devrait certes conduire une majorité de citoyens à voter pour une redistribution accrue². Comment expliquer dans ce cadre que de nombreuses démocraties n'aient pas réagi à la montée des inégalités des dernières décennies ? Les chercheurs ont identifié au moins trois éléments de réponse à cette question.

Croyances collectives. En premier lieu, les citoyens ne sont pas toujours favorables à la réduction des inégalités socio-économiques, même si cela correspond à leur intérêt économique immédiat. De nombreux travaux ont ainsi montré comment les « préférences pour la redistribution » peuvent contribuer à expliquer les variations de niveaux d'inégalités et de progressivité fiscale entre pays³. Certains individus peuvent par exemple être opposés à une taxation accrue des hauts revenus s'ils estiment qu'ils parviendront bientôt à gravir l'échelle sociale. Les croyances divergentes sur l'importance relative de l'« effort » plutôt que de la « chance » dans la détermination des niveaux de vie contribueraient ainsi à expliquer les écarts de redistribution entre pays, notamment entre États-Unis et Europe occidentale⁴.

Inégalités de représentation politique. Même si une majorité de citoyens considèrent que les inégalités devraient être réduites, il n'est pas assuré que les institutions politiques répondent à leurs demandes. De fait, rien n'indique aujourd'hui que les impôts et transferts correspondent aux aspirations des citoyens : dans la plupart des démocraties occidentales, une majorité d'individus déclarent être favorables à une hausse des transferts sociaux, un écart qui a été surnommé le « déficit de protection sociale »⁵.

1. J. E. Roemer, « Why the Poor Do Not Expropriate the Rich: An Old Argument in New Garb », *Journal of Public Economics*, 70, n° 3, 1998, p. 399-424.

2. A. H. Meltzer et S. F. Richard, « A Rational Theory of the Size of Government », *Journal of Political Economy*, 85, n° 5, 1981, p. 914-927.

3. Pour un résumé des études existantes, voir N. McCarty et J. Pontusson, « The Political Economy of Inequality and Redistribution », in B. Nolan, W. Salverda et T. M. Smeeding (dir.), *The Oxford Handbook on Economic Inequality*, Oxford University Press, 2012.

4. T. Piketty, « Social Mobility and Redistributive Politics », *Quarterly Journal of Economics*, 110, n° 3, 1995, p. 551-584 ; A. Alesina, S. Stantcheva et E. Teso, « Intergenerational Mobility and Preferences for Redistribution », *American Economic Review*, 108, n° 2, 2018, p. 521-554.

5. L. M. Bartels, « Political Inequality in Affluent Democracies: The Social Welfare Deficit », document de travail, 2017.

De nombreux travaux de science politique se sont ainsi déplacés de l'analyse des croyances collectives vers celle de la représentation politique de ces croyances. Cette représentation se révèle très inégalitaire. Les plus fortunés ont notamment un pouvoir considérable sur les processus de prise de décision politique par le financement de la politique, le lobbying ou d'autres modalités d'influence¹. L'inégalité politique se manifeste également à travers la participation électorale : lorsque les électeurs les plus défavorisés ne votent pas, les élus ont moins d'incitations à répondre à leurs attentes et, en conséquence, limitent les transferts sociaux et les autres mécanismes de redistribution².

Enfin, les inégalités de représentation affectent directement les stratégies des partis politiques. Les partis de type social-démocrate se positionneraient ainsi davantage à gauche sur les questions économiques en présence d'inégalités accrues, mais uniquement en cas de participation électorale suffisamment élevée³. Sous certaines conditions, le creusement des écarts de richesse pourrait même conduire ces partis à réduire leurs efforts pour mobiliser les électeurs les moins aisés⁴. La hausse des

1. Parmi nombre d'études, voir par exemple J. Cagé, *Le Prix de la démocratie*, Fayard, 2018 ; T. K. Kuhner, *Capitalism vs Democracy: Money in Politics and the Free Market Constitution*, Stanford Law Books, 2014 ; M. Gilens, *Affluence and Influence: Economic Inequality and Political Power in America*, Princeton University Press, 2012 ; M. Gilens et B. I. Page, « Testing Theories of American Politics: Elites, Interest Groups, and Average Citizens », *Perspectives on Politics*, 12, n° 3, 2014, p. 564-581 ; H. E. Brady, K. L. Scholzman et S. Verba, *The Unheavenly Chorus: Unequal Political Voice and the Broken Promise of American Democracy*, Princeton University Press, 2012 ; M. Bertrand, M. Bombardini, R. Fisman et F. Trebbi, « Tax-Exempt Lobbying: Corporate Philanthropy as a Tool for Political Influence », *American Economic Review*, 110, n° 7, 2020, p. 2065-2102 ; A. Bonica, N. McCarty, K. T. Poole et H. Rosenthal, « Why Hasn't Democracy Slowed Rising Inequality? », *Journal of Economic Perspectives*, 27, n° 3, 2013, p. 103-124.

2. S. Ellingsen et Ø. Hernæs, « The Impact of Commercial Television on Turnout and Public Policy: Evidence from Norwegian Local Politics », *Journal of Public Economics*, 159, 2018, p. 1-15 ; A. Gavazza, M. Nardotto et T. Valletti, « Internet and Politics: Evidence from UK Local Elections and Local Government Policies », *The Review of Economic Studies*, 86, n° 5, 2019, p. 2092-2135 ; E. U. Cascio et E. Washington, « Valuing the Vote: The Redistribution of Voting Rights and State Funds Following the Voting Rights Act of 1965 », *Quarterly Journal of Economics*, 129, n° 1, 2014, p. 379-433 ; T. Fujiwara, « Voting Technology, Political Responsiveness and Infant Health: Evidence from Brazil », *Econometrica*, 83, n° 2, 2015, p. 423-464 ; F. F. Piven, *Why Americans Don't Vote*, Pantheon, 1988.

3. J. Pontusson et D. Rueda, « The Politics of Inequality: Voter Mobilization and Left Parties in Advanced Industrial States », *Comparative Political Studies*, 43, n° 6, 2010, p. 675-705.

4. C. J. Anderson et P. Beramendi, « Left Parties, Poor Voters and Electoral Participation in Advanced Industrial Societies », *Comparative Political Studies*, 45, n° 6, 2012, p. 714-746 ; E. Barth, H. Finseraas et K. O. Moene, « Political Reinforcement: How Rising Inequality Curbs Manifested Welfare Generosity », *American Journal of Political Science*, 59, n° 3, 2015, p. 565-577.

inégalités, la désillusion des classes populaires vis-à-vis du processus politique et le désintérêt croissant des partis pour celles-ci peuvent ainsi générer des cercles vicieux d'autorenforcement des inégalités et de l'exclusion politique¹.

Inégalités, idéologies et conflits pluridimensionnels. Les partis et coalitions politiques ne traduisent pas seulement les intérêts particuliers de manière mécanique. Ils sont eux-mêmes des acteurs du changement politique, qui peuvent subir des transformations idéologiques parfois indépendantes de celles de leurs électeurs. Les processus mondiaux de diffusion idéologique, reflétés par exemple par la hausse et la baisse consécutives de la progressivité fiscale simultanées dans de nombreux pays occidentaux et non occidentaux au cours du xx^e siècle², ne doivent pas être sous-estimés. Nous reviendrons ultérieurement sur ce rôle de l'« offre politique ».

En outre, et de manière cruciale dans le cadre de ce volume, les conflits politiques ne se limitent pas aux seules problématiques économiques. Ils font intervenir des processus beaucoup plus complexes, résultant de visions divergentes sur les valeurs socioculturelles, le progrès social ou encore l'intégration politique. Cette pluridimensionnalité de la politique a des conséquences concrètes. La hausse des inégalités peut notamment conduire les partis conservateurs à se focaliser sur les problématiques identitaires dans l'espoir d'emporter le soutien d'électeurs pourtant favorables aux partis situés plus à gauche sur les questions économiques³. Les conflits liés à l'intégration des minorités ou à l'immigration, en particulier lorsqu'ils créent des divisions au sein des classes populaires, peuvent même inciter l'ensemble des partis politiques à stratégiquement proposer une moindre redistribution, y compris les partis sociaux-démocrates contraints d'étendre leur base électorale⁴. Ce phénomène a souvent été mentionné pour expliquer les écarts d'inégalités entre Europe et États-Unis : les conflits raciaux aux États-Unis, en réduisant la solidarité, auraient contribué à limiter le soutien des citoyens à l'expansion de l'État providence⁵.

1. T. Iversen et D. Soskice, « Information, Inequality and Mass Polarization: Ideology in Advanced Democracies », *Comparative Political Studies*, 48, n° 13, 2013, p. 1781-1813.

2. F. Alvaredo, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman, *Rapport sur les inégalités mondiales 2018*, Seuil, 2018 ; T. Piketty, *Capital et Idéologie*, Seuil, 2019.

3. J. D. Potter et M. Tavits, « The Effect of Inequality and Social Identity on Party Strategies », *American Journal of Political Science*, 59, n° 3, 2015, p. 744-758.

4. W. Lee, J. E. Roemer et K. Van der Straeten, *Racism, Xenophobia, and Distribution: Multi-Issue Politics in Advanced Democracies*, Harvard University Press, 2007.

5. A. Alesina et E. Glaeser, *Fighting Poverty in the US and Europe: A World of Difference*, Oxford University Press, 2004.

De l'inégalité aux clivages politiques

Tous les mécanismes cités ci-dessus suggèrent ainsi que la représentation politique a un lien étroit avec la démocratie et les inégalités. Étudier ce lien nécessite donc une meilleure compréhension de l'interaction entre partis politiques et électeurs, ainsi que des processus de production des conflits sociaux dans la sphère démocratique. Dans cet objectif, nous abordons maintenant quelques éléments de l'étude des clivages politiques.

Définir les clivages politiques. Le concept moderne de clivage politique fut introduit par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan dans leur analyse de la formation des systèmes de partis européens¹. D'après Lipset et Rokkan, les révolutions nationales et industrielles engendrèrent quatre divisions fondamentales. En premier lieu, un *clivage centre-périphérie*, déclenché par le processus de construction de l'État, se matérialisa sous la forme d'une opposition entre le nouvel État et les populations assujetties à l'autorité centrale. Un *clivage religieux* se développa ensuite, opposant l'État à l'Église, à mesure que s'estompait l'influence politique de cette dernière. La révolution industrielle, enfin, fut associée à l'apparition de deux autres types de conflits, un *clivage sectoriel* entre agriculture et industrie et un *clivage de classe* entre « possédants » et « travailleurs ».

Plus généralement, le concept rokkannien de clivage politique se définit comme « un type spécifique de conflit démocratique, enraciné dans des transformations sociales structurelles qui ont été déclenchées par des processus de grande ampleur tels que l'édification de la nation, l'industrialisation, mais aussi potentiellement les conséquences de la postindustrialisation² ». Cette conception laisse un certain degré de flexibilité, mais elle implique l'existence d'une dimension durable du conflit politique, dimension ayant émergé au cours de transformations historiques majeures, et n'étant plus nécessairement reliée aux événements dont elle tire son origine. Cette propriété d'« hystérèse », impliquant un effet de la cause même après la disparition de cette cause, transparaît nettement dans la remarquable stabilité des démocraties occidentales au cours du xx^e siècle : les clivages fondateurs, associés à l'avènement de la démocratie, auraient conduit au « gel » des systèmes de partis occidentaux. Stefano Bartolini et Peter Mair proposent ainsi de définir un clivage politique à partir de trois composantes nécessaires : une caractéristique observable distinguant les individus (telle que la classe sociale

1. S. M. Lipset et S. Rokkan, *Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments: An Introduction*, Free Press, 1967.

2. S. Bornschier, « Cleavage Politics in Old and New Democracies », *Living Reviews in Democracy*, 2009.

ou l'appartenance religieuse), un sentiment identitaire d'appartenance au groupe social associé à cette caractéristique, et une manifestation organisationnelle de ce groupe transposant cette identification en action collective¹.

Le concept de clivage apparaît fondamental pour comprendre la représentation démocratique des inégalités sociales. En incluant à la fois la mobilisation des groupes sociaux et la médiation de leurs intérêts par les partis politiques, il permet de dépasser les explications contingentes pour appréhender les changements politiques dans un cadre comparatif et historique plus large.

Désalignement et réalignement dans les démocraties occidentales. La science politique a consacré d'immenses efforts à documenter la transformation des clivages politiques dans les démocraties occidentales. La collection systématique d'enquêtes post-électorales a notamment donné lieu à une multiplication d'« études électorales » ayant pour objectif de mesurer les déterminants du vote à travers le temps et l'espace². Bien que nous ne puissions ici résumer l'intégralité de ces travaux, plusieurs résultats importants méritent d'être mentionnés.

En premier lieu, les études existantes ont mis en exergue un affaiblissement progressif des clivages historiques dans de nombreuses démocraties occidentales, ou *désalignement*. En effet, à mesure que survenaient la sécularisation de la société, l'urbanisation des populations, le déclin des syndicats et la tertiarisation de l'économie dans les décennies de l'après-guerre, les affiliations religieuses et de classe traditionnelles perdirent une part de leur influence originelle. L'indice d'Alford³, défini comme la différence entre la part des électeurs de la « classe ouvrière » (ouvriers et autres travailleurs manuels) et la part des électeurs de la « classe moyenne » (travailleurs non manuels et indépendants) votant pour les partis de gauche, s'est ainsi effondré dans la majorité des démocraties occidentales au cours des dernières décennies⁴. Plus généralement, les données disponibles s'accordent pour

1. S. Bartolini et P. Mair, *Identity, Competition and Electoral Availability: The Stabilisation of European Electorates 1885-1985*, Cambridge University Press, 1990.

2. Parmi les travaux fondateurs, citons A. Campbell, P. E. Converse, W. E. Miller et D. E. Stokes, *The American Voter*, University of Chicago Press, 1960 ; D. Butler et D. Stokes, *Political Change in Britain: Forces Shaping Electoral Choice*, St. Martin's Press, 1969. Bien d'autres études comparables sont mentionnées dans les analyses de cas de cet ouvrage.

3. Attribué au sociologue Robert Alford : R. Alford, *Party and Society: The Anglo-American Democracies*, Rand McNally, 1963.

4. T. Clark, S. M. Lipset et M. Rempel, « The Declining Political Significance of Social Class », *International Sociology*, 8, n° 3, 1993, p. 293-316 ; R. Inglehart, *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies*, Princeton University Press, 1997 ; S. Bartolini, *The Political Mobilization of the European Left 1860-1980*, Cambridge University Press, 2000.

montrer un affaiblissement remarquable de l'impact des mesures traditionnelles de la classe sociale et de la religion sur les comportements de vote¹. Le déclin des identifications partisans, l'augmentation du nombre d'électeurs indécis et l'influence croissante des effets de court terme liés aux candidats ou aux campagnes électorales ont souvent accompagné cette transition².

Par ailleurs, un nombre croissant d'études ont identifié un *réalignement* des électeurs fondé sur de nouvelles dimensions du conflit politique. En effet, de nouvelles problématiques socioculturelles liées à l'égalité homme-femme, aux droits des minorités et à l'environnement émergent dans les débats politiques à partir des années 1960 et 1970. Les partis écologistes et la « Nouvelle Gauche », qui furent parmi les premiers à intégrer ces problématiques dans leur programme, incarnèrent l'enracinement de ce nouveau clivage. Le politologue Ronald Inglehart soutint ainsi qu'une « révolution silencieuse » s'était produite dans les sociétés occidentales : les priorités politiques des générations de l'après-guerre, du fait de niveaux de vie inédits dans l'histoire, s'étaient déplacées du « matérialisme » vers le « postmatérialisme »³. En conséquence, l'espace politique des démocraties occidentales serait désormais structuré par deux dimensions dominantes : une dimension socio-économique, reflétant la persistance des conflits liés à la distribution des richesses, et une dimension « libertaire-autoritaire », ou « universaliste-particulariste », relative aux identités collectives et aux valeurs culturelles⁴. Pour de nombreux analystes, l'émergence récente de mouvements d'extrême droite et anti-migrants constituerait une réponse conservatrice à ces changements sociopolitiques⁵.

L'avènement de ces nouvelles divisions ne signifie cependant en aucun cas la fin des clivages de classe. Ceux-ci, loin d'avoir disparu, ont plutôt

1. M. Franklin, T. Hackie, H. Valen *et al.*, *Electoral Change: Responses to Evolving Attitudinal Structures in Western Countries*, Cambridge University Press, 1992.

2. R. J. Dalton et M. P. Wattenberg, *Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford University Press, 2002 ; J. E. Alt, P. A. Beck, R. J. Dalton et S. C. Flanagan, *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies: Realignment or Dealignment?*, Princeton University Press, 1984 ; I. Crewe et D. Denver, *Electoral Change in Western Democracies: Patterns and Sources of Electoral Volatility*, Croom Helm, 1985.

3. R. Inglehart, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton University Press, 1977.

4. H. Kitschelt, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge University Press, 1994 ; S. Bornschieer, M. Dolezal, T. Frey, E. Grande, H. Kriesi et R. Lachat, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge University Press, 2008 ; R. J. Dalton, *Political Realignment: Economics, Culture and Electoral Change*, Oxford University Press, 2018.

5. S. Bornschieer, *Cleavage Politics and the Populist Right*, Temple University Press, 2010 ; R. Inglehart et P. Norris, *Cultural Backlash. Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge University Press, 2019.

subi un profond processus de restructuration. La « Nouvelle Gauche » et les partis écologistes se sont en effet attiré le soutien croissant des « professionnels socioculturels », une large catégorie de salariés qualifiés réalisant des tâches interactives et non hiérarchiques, notamment dans les secteurs de la santé, des services sociaux ou des médias. À l'inverse, les ouvriers se sont détournés des partis sociaux-démocrates et assimilés dans de nombreux pays, formant désormais le cœur de la base électorale de l'extrême droite¹.

Cette remarquable transformation était-elle inévitable ? Un certain nombre de travaux ont tenté de dépasser l'étude de la « demande politique », comprise comme l'ensemble des valeurs des citoyens définissant les conflits sociaux, pour étudier le rôle de l'« offre politique », c'est-à-dire les mécanismes par lesquels les partis *représentent* et *construisent* les clivages politiques². Geoffrey Evans et James Tilley ont ainsi démontré comment le déclin du vote de classe en Grande-Bretagne pouvait en grande partie être attribué à une remarquable dépolitisation de la classe sociale, liée à la désaffection du Parti travailliste et des médias traditionnels à l'égard des problématiques de classe, et ce en dépit de la forte persistance des divisions sociales et des inégalités de classe dans la société britannique³. L'émergence d'une nouvelle dimension socioculturelle du conflit politique a activement contribué à cette transformation, conduisant certains observateurs à conclure que « la classe sociale n'est pas morte : elle a été enterrée vivante »⁴.

De ces résultats découle un fait plus général : malgré la pluridimensionnalité inhérente à la politique électorale, tous les conflits sociaux ne peuvent être politisés. Dans des contextes d'instabilité ou au cours de transitions démocratiques, en particulier, l'espace politique se stabilise généralement en un nombre limité d'élections fondamentales, sous l'impulsion des partis

1. D. Oesch, *Redrawing the Class Map: Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*, Palgrave Macmillan, 2006 ; D. Oesch, « The Class Basis of the Cleavage Between the New Left and the Radical Right: An Analysis for Austria, Denmark, Norway and Switzerland », in J. Rydgren (dir.), *Class Politics and the Radical Right*, Routledge, 2012 ; S. Bornschieer, « The Populist Right, the Working Class, and the Changing Face of Class Politics », in J. Rydgren (dir.), *Class Politics and the Radical Right*, op. cit. ; P. Beramendi, S. Häusermann, H. Kitschelt et H. Kriesi (dir.), *The Politics of Advanced Capitalism*, Cambridge University Press, 2015.

2. G. Evans et N. D. de Graaf (dir.), *Political Choice Matters: Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective*, Oxford University Press, 2013.

3. G. Evans et J. Tilley, *The New Politics of Class: The Political Exclusion of the British Working Class*, Oxford University Press, 2017.

4. P. Achterberg, D. Houtman et J. van der Wall, « Class Is Not Dead – It Has Been Buried Alive: Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies, 1956-1990 », *Politics and Society*, 35, n° 3, 2007, p. 403-426.

émergents. Certains clivages sociaux peuvent alors être oblitérés par les partis existants pendant de longues périodes, tandis que d'autres deviennent les éléments fondateurs des divisions politiques¹. Moments charnières et processus lents de réaligement constituent ainsi les deux forces sous-jacentes au « gel » et au « dégel » des systèmes de partis des démocraties contemporaines.

Clivages politiques dans les démocraties non occidentales

Si l'analyse du lien entre partis politiques et électeurs apparaît complexe dans les démocraties occidentales, elle l'est davantage encore dans les démocraties non occidentales. D'une part, les données disponibles sont souvent de moins bonne qualité. D'autre part, les partis politiques ne sont souvent que faiblement institutionnalisés, engendrant parfois une volatilité électorale exceptionnellement élevée². En particulier, l'institutionnalisation des partis tend à être plus faible dans les pays ayant connu de longues périodes de règne autoritaire³, mais cela dépend en partie des stratégies des dirigeants pour se maintenir au pouvoir pendant la phase initiale d'ouverture démocratique⁴. Par ailleurs, institutionnalisation des partis n'est pas synonyme de qualité de la démocratie : certains des systèmes de partis les plus institutionnalisés d'Asie, comme ceux de la Malaisie ou de Singapour, présentent une transparence démocratique très faible⁵. Des transformations idéologiques globales, telles que le tournant néolibéral en Amérique latine dans les années 1980 ou au Moyen-Orient dans les années 1990, peuvent aussi avoir des répercussions spectaculaires sur la stabilité politique et la matérialisation de clivages de classe⁶.

De nombreux travaux analysant le lien entre partis politiques et société dans les démocraties occidentales se réfèrent au modèle de Lipset et Rokkan. La question porte sur la transposition de ce modèle aux démocraties non occidentales. Les études récentes le considèrent généralement comme un point de départ utile devant être élargi pour intégrer les particularités propres

1. J. Zielinski, « Translating Social Cleavages into Party Systems: The Significance of New Democracies », *World Politics*, 54, n° 2, 2002, p. 184-211.

2. V. Randall et L. Svåsand. « Party Institutionalization in New Democracies », *Party Politics*, 8, n° 1, 2002, p. 5-29.

3. W. J. Crotty et R. S. Katz (dir.), *Handbook of Party Politics*, Sage, 2006.

4. R. B. Riedl, *Authoritarian Origins of Democratic Party Systems in Africa*, Cambridge University Press, 2014.

5. A. Hicken et E. M. Kuhonta, *Party System Institutionalization in Asia: Democracies, Autocracies and the Shadows of the Past*, Cambridge University Press, 2014.

6. K. Roberts, *Changing Course in Latin America: Party Systems in the Neoliberal Era*, Cambridge University Press, 2014 ; M. Cammett, I. Diwan, A. Richards et J. Waterbury, *A Political Economy of the Middle East*, Western Press, 2015.

aux nouvelles démocraties. Cela implique d'une part de dépasser le cadre des révolutions nationales et industrielles, qui n'ont généralement pas eu lieu ou n'ont pas été politisées par les partis existants¹, mais également de reconsidérer le concept de clivage lui-même, surtout dans les démocraties où les liens entre partis et électeurs sont ténus. Comme l'a souligné Andreas Ufen, tentant d'appliquer le modèle de Lipset et Rokkan à la politique indonésienne, « les clivages sont, dans une certaine mesure, donnés, mais ils sont également formés par les acteurs politiques, et les partis qui articulent ces clivages ne sont pas nécessairement des partis européens de masse² ».

L'étude des clivages électoraux dans les démocraties non occidentales nécessite ainsi d'élargir le champ de l'analyse au-delà des quatre clivages traditionnels de Lipset et Rokkan. Les clivages Église-État et centre-périphérie doivent notamment être étendus pour incorporer l'existence de partis confessionnels concurrents et de conflits ethnorégionaux (qui, notons-le néanmoins, existent également dans les démocraties occidentales). Un autre clivage fondateur a pour origine l'opposition entre nation opprimée et pouvoir impérial, qui fut à l'origine de l'émergence des mouvements de libération nationale et conduisit à la création de puissants partis en Amérique latine, en Afrique et en Asie au moment de la décolonisation. L'Amérique latine, en raison de ses niveaux élevés d'industrialisation et d'urbanisation ainsi que de l'influence persistante de l'Église catholique, est souvent considérée comme la région s'apparentant le plus au modèle de Lipset et Rokkan³. Au contraire, en Afrique, les clivages ethniques et les questions de « valence » et d'évaluation des candidats auraient un impact parfois plus important que celui de la classe sociale sur les comportements des électeurs⁴. Dans de nombreuses démocraties, le clientélisme joue également un rôle majeur, souvent (mais pas toujours) aux dépens des programmes politiques et de l'idéologie⁵.

En résumé, étudier la politisation des inégalités sociales dans les démocraties occidentales comme non occidentales nécessite de repenser la notion de

1. S. Bornschier, *Cleavage Politics and the Populist Right*, *op. cit.*

2. A. Ufen, « Lipset and Rokkan in Southeast Asia: Indonesia in Comparative Perspective », in D. Tomsa et A. Ufen (dir.), *Party Politics in Southeast Asia: Clientelism and Electoral Competition in Indonesia, Thailand and the Philippines*, Routledge, 2013, p. 40-61.

3. W. J. Crotty et R. S. Katz (dir.), *Handbook of Party Politics*, *op. cit.*

4. J. Bleck et N. van de Walle, *Electoral Politics in Africa since 1990: Continuity and Change*, Cambridge University Press, 2018.

5. H. Kitschelt et S. I. Wilkinson (dir.), *Patrons, Clients and Policies: Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*, Cambridge University Press, 2007 ; V. Brusco, T. Dunning, M. Nazareno et S. C. Stokes, *Brokers, Voters and Clientelism: The Puzzle of Distributive Politics*, Cambridge University Press, 2014 ; E. Kramon, *Money for Votes: The Causes and Consequences of Electoral Clientelism in Africa*, Cambridge University Press, 2017.

classe sociale, en considérant comment d'autres variables, liées par exemple à l'appartenance ethnique ou régionale, influencent le vote et son interaction avec des préoccupations socio-économiques. Par le présent ouvrage, nous espérons contribuer à cette ambition par l'analyse systématique de la contribution du revenu, du diplôme et d'autres identités politiques à la formation de clivages électoraux durables.

Cadre conceptuel et sources de données

Après cette brève introduction aux études existantes sur le lien entre inégalités et politique, nous pouvons désormais formuler notre principale problématique de recherche : quels sont les facteurs sous-jacents à la politisation des inégalités sociales dans les démocraties contemporaines ? Notre objectif n'est pas d'apporter ici une réponse définitive à cette question, mais plutôt de documenter de manière aussi précise que possible l'interaction entre inégalités et clivages politiques en perspective comparée et historique. Pour ce faire, nous introduisons maintenant notre cadre conceptuel général, ainsi que la nouvelle base de données exploitée dans cet ouvrage.

Inégalité et classe sociale

Comprendre le lien entre clivages politiques et inégalités sociales implique d'étudier comment les ressources économiques, sociales et culturelles influencent les comportements de vote, et donc d'adopter une définition pratique de la *classe sociale*. Non sans raison, la catégorie socio-professionnelle a rempli cette fonction dans la majorité des travaux réalisés en science politique jusqu'à présent. En effet, les clivages de classe qui émergent dans les démocraties occidentales au tournant du ^{xx}e siècle n'étaient pas, comme cela est parfois incorrectement dit, des divisions entre « riches » et « pauvres ». Les partis sociaux-démocrates et socialistes issus du mouvement ouvrier parvinrent à rassembler une part significative des salariés les plus modestes, mais ils échouèrent presque toujours à s'attirer le soutien des paysans pauvres et des travailleurs indépendants. Ainsi, pour étudier la persistance et la transformation des clivages de classe, les chercheurs ont surtout utilisé des typologies basées sur les professions des électeurs, de l'indice d'Alford à des catégorisations de plus en plus complexes et raffinées¹.

1. Voir par exemple E. O. Wright, « Class and Occupation », *Theory and Society*, 9, n° 1, 1980, p. 177-214 ; R. Erikson et J. H. Goldthorpe, *The Constant Flux: A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Clarendon Press, 1992 ; H. Kitschelt, *The Transformation of European Social Democracy*, *op. cit.* ; D. Oesch, *Redrawing the Class Map*, *op. cit.*

Bien qu'ayant apporté des contributions inestimables, cette approche n'apparaît pas adaptée à notre objectif. Décrire le lien entre inégalités et clivages politiques nécessite en effet des mesures simples et comparables des inégalités. Les catégories socioprofessionnelles incorporent souvent une telle dimension inégalitaire, mais d'une manière difficilement comparable à travers le temps et l'espace. Par ailleurs, dans de nombreuses démocraties non occidentales, une telle catégorisation peut s'avérer difficile à mettre en œuvre empiriquement ou tout simplement dénuée de sens.

Pour ces raisons, cet ouvrage se concentre essentiellement sur deux mesures complémentaires de la position des électeurs dans la hiérarchie sociale : le revenu et le diplôme. Bien que ces variables comportent quelques limitations, elles présentent deux avantages majeurs. D'une part, elles sont des mesures directes de l'inégalité *verticale*, au sens où l'on peut parler d'inégalités entre individus à hauts et à bas revenus. D'autre part, elles sont beaucoup plus faciles à comparer entre différents pays et différentes années, bien que cela puisse parfois représenter un défi de taille. Chaque fois que cela est possible nous considérons également deux autres dimensions de l'inégalité, le patrimoine et l'autopositionnement des électeurs sur l'échelle sociale, même si celles-ci ne sont observables que dans un nombre limité de pays. Considérées conjointement, ces quatre variables esquissent une définition multidimensionnelle de la classe sociale. Nous espérons que cette approche, pleinement complémentaire à l'analyse de classe traditionnelle, pourra contribuer à enrichir l'étude complexe des conflits politiques et économiques.

Des inégalités sociales aux identités politiques

Un des objectifs de cet ouvrage est ainsi de réorienter notre attention vers une conception élargie des clivages de classe, compris comme résultant de la mobilisation d'identités sociales plus ou moins imbriquées dans la structure socio-économique. Il est utile dans ce contexte de faire une distinction entre clivages *amplificateurs* et clivages *transversaux*¹. Les clivages amplificateurs contribuent à intensifier les clivages de classe en incluant une dimension socio-économique marquée. C'était le cas historiquement des clivages de classe « socioprofessionnels » dans les démocraties occidentales, mais ce

1. G. Simmel, *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation* (1908), trad. L. Deroche-Gurcel et S. Muller, PUF, 2013 ; L. A. Coser, *The Functions of Social Conflict*, Routledge, 1956 ; D. J. Grove, « A Cross-National Examination of Cross-Cutting and Reinforcing Cultural Cleavages », *International Journal of Comparative Sociology*, 18, n° 3-4, 1977, p. 217-227 ; R. Dahl, *Dilemmas of Pluralist Democracy: Autonomy vs Control*, Yale University Press, 1982.

concept peut aisément être généralisé. Les clivages ethniques au Nigeria, les clivages régionaux en Thaïlande ou encore les clivages de caste en Inde sont tous des exemples de clivages amplificateurs étudiés dans cet ouvrage. Les clivages transversaux, au contraire, contribuent à inhiber les clivages de classe, car ils conduisent les électeurs à soutenir des partis qui *a priori* ne représentent pas leurs intérêts socio-économiques. Le clivage religieux dans les démocraties occidentales en est un exemple classique, dans la mesure où il participe à la réduction des clivages de classe en divisant les voix des classes populaires en fonction de leur appartenance religieuse. Plus généralement, notre objectif est d'étudier les *alignements des électeurs*, correspondant aux contextes dans lesquels différentes formes de conflits politiques se trouvent alignées avec les conflits de classe.

Dans cette perspective, il nous faut aller au-delà de la définition stricte de clivage politique proposée par Lipset et Rokkan ou Bartolini et Mair. En effet, même si les clivages politiques comportent nécessairement un élément d'identification collective et de cohérence idéologique, l'exigence du concept le rend difficile à appliquer lorsqu'il s'agit d'appréhender les conflits socio-économiques dans leur pleine complexité. Cela est particulièrement vrai dans le cas des démocraties non occidentales et des nouvelles démocraties, lorsque les systèmes de partis ne sont que faiblement institutionnalisés ou lorsque les conflits idéologiques sont articulés par des leaders charismatiques plutôt que par des organisations stables. Nous choisissons ainsi d'adopter une conception flexible des clivages politiques, compris comme l'ensemble des conflits sociaux politisés par les partis politiques et générant un alignement durable des électeurs sur la base d'identités sociales observables. Bien que nous reconnaissons que cette définition ne peut être entièrement satisfaisante, notre objectif n'est pas de développer une théorie de la formation des clivages, mais plutôt de comprendre comment la transformation de ceux-ci contribue à renforcer ou inhiber la représentation de conflits liés aux inégalités.

Une nouvelle base de données sur les clivages politiques et les inégalités sociales

La contribution principale de cet ouvrage est l'exploitation d'une nouvelle base de données sur la structure des clivages politiques et des inégalités sociales, qui permet une comparaison systématique du lien entre vote et caractéristiques socio-économiques des électeurs. Une telle ambition n'est pas nouvelle : de nombreux chercheurs et un nombre croissant d'organisations ont mobilisé d'importantes ressources pour accomplir des projets similaires et nous nous appuyons sur les bases de données en résultant dans

de nombreuses études de cas. Nous contribuons à ces travaux d'harmonisation sur plusieurs dimensions.

La base de données que nous présentons dans ce volume consiste en un ensemble d'enquêtes électorales couvrant environ 500 élections organisées dans 50 démocraties entre 1948 et 2020. Toutes ces enquêtes ont en commun d'avoir collecté des informations sur les comportements de vote aux élections nationales, ainsi que des données sur les caractéristiques sociodémographiques des électeurs telles que le revenu, le diplôme, l'appartenance religieuse ou ethnique, la localisation géographique, l'âge ou le genre. Les différents contributeurs de cet ouvrage ont attentivement harmonisé chacune de ces enquêtes une par une, suivant une même méthodologie.

Au-delà de sa couverture géographique et temporelle, notre base de données se distingue par l'effort particulier réalisé dans la collecte de données sur le revenu et le diplôme. Une des raisons pour lesquelles ces deux variables ne sont pas souvent exploitées dans les études comparatives est effectivement la difficulté de leur comparaison. Les systèmes éducatifs et les niveaux d'éducation moyens varient fortement d'un pays à l'autre et au cours du temps, et donc différentes mesures du diplôme ne sont pas toujours comparables d'une enquête à l'autre. Les mêmes limites s'appliquent au revenu, souvent mesuré seulement par tranches approximatives dans les enquêtes existantes.

Pour limiter cette source de biais, les chapitres de ce volume se concentrent autant que possible sur des groupes importants de revenu et de diplôme, en décomposant par exemple l'électorat entre sa moitié la plus défavorisée (les « 50 % du bas »), les 40 % suivants (ou « 40 % du milieu ») et le décile supérieur (les « 10 % du haut »). La méthode statistique simple utilisée pour obtenir de tels groupes à partir des niveaux de diplôme et des tranches de revenu est présentée dans l'annexe en ligne associée à cet ouvrage. Afin de rendre les enquêtes plus représentatives, nous pondérons aussi systématiquement les réponses des enquêtés pour qu'elles correspondent aux résultats officiels des élections¹.

Il nous faut également souligner que nous utilisons ici le terme de « démocratie » par souci de simplicité. Aucun des pays étudiés dans cet

1. Voir l'annexe en ligne disponible sur wpid.world. Dans la grande majorité des cas, cette correction laisse nos résultats inchangés. Pour des questions de lisibilité, par ailleurs, les graphiques et tableaux contenus dans cet ouvrage ne représentent pas les intervalles de confiance. Les comparaisons menées sont dans la quasi-totalité des cas fortement significatives sur le plan statistique. Tous les codes et toutes les sources de données utilisés dans ce volume sont également disponibles en ligne, permettant à chacun de reproduire et contraster nos résultats.

ouvrage ne constitue une démocratie parfaite ou idéale (qui par définition reste à construire), et plusieurs pays ne peuvent même pas être véritablement considérés comme des démocraties au sens minimaliste si l'on retient par exemple une définition de la démocratie comme un « système dans lequel les candidats sortants perdent des élections et quittent le pouvoir lorsqu'ils perdent¹ ». Tous les pays étudiés ont eu à un moment donné des élections pluralistes et disputées (faute de quoi nous ne pourrions étudier la structure des différents électors), et les élections ont parfois contribué à réguler l'accès au pouvoir politique, mais cette pratique n'a pas toujours été systématique. Cependant, notre objectif principal est avant tout d'étudier les déterminants socio-économiques du soutien ou de l'opposition à des coalitions politiques dans des contextes historiques et institutionnels divers, ce qui peut être réalisé dans toutes ces « démocraties électorales », que l'on pourrait aussi qualifier de « régimes politiques semi-électorales », afin d'insister sur le fait que les élections coexistent souvent avec d'autres mécanismes de prise et de conservation du pouvoir².

Enfin, si certains chapitres discutent des dynamiques de la participation électorale, la plupart des études de cas de ce volume n'étudient pas spécifiquement l'abstention. Une raison très simple l'explique : les enquêtes post-électorales sont connues pour fortement sous-échantillonner les abstentionnistes, biais qui s'est accru dans de nombreux pays au cours du temps³. Dans certains pays, nous avons tenté d'estimer les dynamiques des inégalités de participation électorale par revenu et niveau de diplôme⁴, mais les données disponibles apparaissent trop limitées pour conduire de pareilles estimations dans toutes les démocraties couvertes par cet ouvrage. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'une importante limitation et espérons que les recherches futures (notamment en combinant d'autres sources de données telles que des données d'élections au niveau communal et des données de recensements) pourront compléter nos résultats.

1. A. Przeworski, *Crises of Democracy*, Cambridge University Press, 2019, p. 5. Par ailleurs, pour simplifier, nous utilisons également la notion de « pays », bien qu'un territoire étudié dans cet ouvrage, Hong Kong, ne puisse pas être qualifié d'État indépendant.

2. Sur la notion de « démocratie électorale », voir aussi la discussion dans l'introduction.

3. Voir par exemple C. H. Achen et T. Y. Wang, « Declining Voter Turnout in Taiwan: A Generational Effect? », *Electoral Studies*, 58, 2019, p. 113-124 ; M. K. Berent, J. A. Krosnick et A. Lupia, « Measuring Voter Registration and Turnout in Surveys: Do Official Government Records Yield More Accurate Assessments? », *Public Opinion Quarterly*, 80, n° 3, 2016, p. 597-621 ; B. C. Burden, « Voter Turnout and the National Election Studies », *Political Analysis*, 2000, p. 389-398.

4. T. Piketty, *Capital et Idéologie*, *op. cit.*, graphique 14.8 ; A. Gethin, *Cleavage Structures and Distributive Politics*, Paris School of Economics, 2018, graphique 6.9.

Le tableau 1.1 présente une description synthétique de notre base de données. Celle-ci couvre 17 démocraties électorales ouest-européennes, les 4 démocraties anglo-saxonnes, nord-américaines et océaniques, 3 démocraties est-européennes post-communistes, 10 pays asiatiques, 7 démocraties d'Amérique latine et 9 pays situés en Afrique ou au Moyen-Orient. Les données disponibles permettent de traiter les élections organisées depuis les années 1960 ou 1970 dans la plupart des pays occidentaux (et dans certains cas de remonter aux élections de la fin des années 1940 et des années 1950). Dans certains pays non occidentaux, nous avons également eu accès à des sources de données couvrant des périodes tout aussi longues, notamment au Japon, en Inde, au Pakistan, au Costa Rica, au Mexique et en Israël. Pour la majorité des pays restants, les enquêtes ne commencent malheureusement que dans les années 1980, 1990 ou 2000, souvent parce que ces années coïncident avec celles de la démocratisation, et parfois parce que les élections précédentes n'ont pas donné lieu à l'organisation d'enquêtes électorales de qualité suffisante (ou encore parce que les fichiers d'enquêtes n'ont pas été conservés).

Nous tenons à souligner que la qualité des données disponibles varie fortement d'un pays à l'autre. Les sources de bonne qualité incluent les enquêtes post-électorales (et parfois les sondages de sortie des urnes) spécifiquement dédiées à la collecte d'informations sur les comportements de vote. De telles données ont été récoltées de manière régulière dans la plupart des démocraties occidentales, souvent depuis les années 1950 ou 1960, ainsi que dans un certain nombre de démocraties non occidentales telles que l'Inde, le Pakistan, le Brésil, l'Afrique du Sud ou l'Indonésie. Des sources de qualité plus médiocre sont constituées d'enquêtes qui ne sont pas uniquement associées aux élections, qui sont parfois conduites au cours d'une année différente de celle de l'élection considérée, ou qui ne fournissent que des informations sur la proximité ou l'identification des individus aux partis politiques existants plutôt que sur le vote. Cela implique une prudence décuplée lors de l'interprétation des dynamiques du vote bien que nous restions confiants sur le fait que ces données permettent d'identifier certaines transformations majeures.

Pour quels partis les classes populaires votent-elles ?

Les systèmes de partis des 50 pays étudiés dans cet ouvrage sont éminemment différents, autant en termes d'institutions que d'histoire politique et sociale, et les comparer s'avère donc être une tâche d'une extrême complexité. Il nous faut donc nécessairement réduire la complexité du problème, et inévitablement le simplifier.

Tableau 1.1

Une nouvelle base de données sur les clivages politiques et les inégalités sociales

	Couverture temporelle	Élections	Qualité	Échantillon moyen	Partis/coalitions/candidats soutenus plus fortement par les électeurs les moins aisés que par le reste des électeurs
Europe occidentale					
Allemagne	1949-2017	19	Haute	2782	Parti social-démocrate, Alliance 90/Les Verts, Die Linke
Autriche	1971-2017	10	Moyenne	3831	Parti social-démocrate, KPÖ, Verts, NEOS, divers gauche
Belgique	1971-2014	14	Haute	4817	Parti socialiste, Socialistische Partij Anders, Ecolo, Agalev, PTB
Danemark	1960-2015	21	Haute	2819	Partis social-démocrate/populaire soc./soc.-lib., All. rouge et verte
Espagne	1979-2019	14	Haute	8996	Parti socialiste ouvrier, Podemos, Gauche unie, divers gauche
Finlande	1972-2015	11	Haute	2452	Parti social-démocrate, Ligue verte, All. de gauche, divers gauche
France	1956-2017	17	Haute	3208	Parti socialiste, Parti communiste, divers gauche
Irlande	1973-2020	13	Moyenne	7115	Fianna Fáil, Sinn Féin, divers gauche
Islande	1978-2017	12	Haute	1488	Mouv. des verts et de gauche, All. social-démocrate, Parti du peuple
Italie	1953-2018	14	Haute	2147	Parti démocrate, Libres et égaux
Luxembourg	1974-2018	9	Faible	3890	Parti ouvrier socialiste, Verts, divers gauche
Norvège	1957-2017	15	Haute	1964	Parti travailliste, Verts, Parti socialiste de gauche
Pays-Bas	1967-2017	15	Haute	2068	Parti travailliste, Parti socialiste, Verts, D66, divers gauche
Portugal	1983-2019	10	Haute	1822	Parti socialiste, Bloc de gauche, Verts, Communistes
Royaume-Uni	1955-2017	16	Haute	5262	Parti travailliste
Suède	1956-2014	19	Haute	3088	Parti social-démocrate, Parti de gauche, Verts
Suisse	1967-2019	14	Haute	3328	Parti socialiste, Parti du travail, Verts, Vert'libéraux
Europe de l'Est post-communiste					
Hongrie	1998-2018	6	Haute	1679	Fidesz, Jobbik
Pologne	1991-2015	8	Haute	2555	Droit et justice
République tchèque	1990-2017	7	Haute	1565	Parti social-démocrate, Parti communiste, Verts, Parti pirate
Amérique du Nord et Océanie					
Australie	1963-2019	18	Haute	2382	Parti travailliste, Verts
Canada	1963-2019	17	Haute	3302	Parti libéral, Parti vert, Nouveau Parti démocratique
États-Unis	1948-2020	18	Haute	2179	Parti démocrate

Nouvelle-Zélande	1972-2017	16	Haute	2555	Parti travailliste, Verts, divers gauche
Asie					
Corée du Sud	2000-2016	5	Moyenne	1160	Parti de la liberté de Corée
Hong Kong	1998-2016	5	Faible	864	Camp pro-Pékin
Inde	1962-2014	10	Haute	13412	Congrès national indien, partis de gauche, divers centre/gauche
Indonésie	1999-2014	4	Haute	1850	Parti démocratique indonésien de lutte, NasDem, Golkar
Japon	1953-2017	14	Moyenne	1909	Parti démocrate constitutionnel, Parti communiste, Parti soc.-dém.
Malaisie	2004-2013	3	Faible	1213	Barisan Nasional
Pakistan	1970-2018	8	Haute	3682	Parti du peuple pakistanais
Philippines	1998-2016	4	Moyenne	1200	Grace Poe, Jejomar Binay
Taiwan	1996-2016	6	Moyenne	1744	Parti démocrate progressiste
Thaïlande	2001-2011	3	Faible	1431	Phue Thai
Amérique latine					
Argentine	1995-2019	6	Moyenne	2056	Partis péronistes
Brésil	1989-2018	8	Haute	10225	Parti des travailleurs
Chili	1989-2017	7	Moyenne	1135	Front large, Parti progressiste, Pais
Colombie	2002-2018	5	Moyenne	3340	Centre démocratique, Mejor Vargas Lleras
Costa Rica	1974-2018	12	Moyenne	1083	Parti de libération nationale
Mexique	1952-2018	9	Moyenne	1339	Parti révolutionnaire institutionnel
Pérou	1995-2016	5	Moyenne	1592	Force populaire
Afrique et Moyen-Orient					
Afrique du Sud	1994-2019	6	Haute	3514	Congrès national africain
Algérie	2002-2017	3	Faible	1226	Front de libération nationale, Rassemblement national démocratique
Botswana	1999-2019	5	Faible	1680	Parti démocratique du Botswana
Ghana	2000-2016	4	Faible	2600	Congrès démocratique national
Irak	2005-2018	5	Faible	1984	Listes chiites
Israël	1969-2019	15	Haute	1381	Likoud, divers conservateurs/ultra-orthodoxes
Nigeria	1999-2019	6	Faible	2853	Congrès des progressistes
Sénégal	2000-2019	4	Faible	1800	Alliance pour la République
Turquie	1991-2018	7	Moyenne	1564	Parti de la justice et du développement (AKP)

Source : élaboration des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).

Note : le tableau présente, pour chaque pays, la couverture temporelle de la base de données, le nombre d'élections couvertes, la qualité des enquêtes utilisées, l'échantillon moyen de ces enquêtes et le parti ou groupe de partis réalisant un meilleur score parmi les 50 % d'électeurs les moins aisés que dans le reste de la population (voir études de cas correspondantes).

Pour ce faire, nous choisissons, dans le cadre de ce chapitre de synthèse, de nous concentrer sur une première grille d'analyse centrée pour chaque pays sur le parti ou groupe de partis dont le soutien est maximal au sein des électeurs à bas revenus et qui sera désigné comme « parti des électeurs à bas revenus » ou « parti pro-pauvres ». Plus précisément, nous définissons pour chaque pays le parti ou groupe de partis pro-pauvres comme celui obtenant des scores plus élevés auprès des 50 % d'électeurs les moins aisés qu'auprès des 50 % d'électeurs les plus aisés¹. Une telle définition a le mérite de fournir une base objective permettant de comparer les pays et les périodes. Elle comporte toutefois plusieurs limitations importantes. En particulier, il arrive fréquemment que l'identité du ou des partis pro-pauvres change au cours du temps. Par exemple, dans les démocraties occidentales, les partis sociaux-démocrates et socialistes (au sens large) faisaient de loin leurs meilleurs scores au sein des catégories populaires au cours de la période 1950-1980, mais cela est devenu de moins en moins le cas au cours de la période 2000-2020 dans laquelle les partis anti-immigration apparaissent eux aussi (et parfois plus nettement) comme des partis pro-pauvres, au sens où ils réalisent leurs meilleurs scores parmi les électeurs les moins aisés. Dans ce cas de figure, nous définissons les partis sociaux-démocrates (avec leurs différentes dénominations suivant les pays) comme seuls partis pro-pauvres tout au long de la période 1948-2020, ce qui nous permettra d'étudier les transformations de la structure de leur électorat. Par ailleurs, comme nous l'avons évoqué, le critère du revenu ne conduit pas toujours aux mêmes affiliations électorales que celui du diplôme ou du patrimoine. Malgré ces limitations, cette approche est à notre sens la seule qui permette d'adopter une perspective historique et comparée aussi large. Elle ne nous empêche également pas d'étudier plus en détail les multiples partis et coalitions concurrentes lorsque cela semble nécessaire, comme nous le faisons à plusieurs reprises dans ce chapitre, et de façon plus détaillée dans chacun des chapitres de cet ouvrage.

Pour quels partis les classes populaires votent-elles donc ? Le tableau 1.1 offre une première réponse à cette question en listant les partis ou groupes de partis pro-pauvres dans nos 50 démocraties. Dans les démocraties occidentales, par souci de cohérence avec les études de cas correspondantes, nous nous concentrerons donc sur les partis sociaux-démocrates, socialistes, démocrates, travaillistes, communistes, verts, etc., communément qualifiés de « partis de gauche », mais que pour des raisons déjà évoquées nous préférons généralement désigner comme « sociaux-démocrates »

1. À l'exception du Botswana, du Ghana, du Nigeria et du Sénégal, où le revenu n'est pas disponible et pour lesquels nous nous basons exceptionnellement sur le niveau de diplôme.

(au sens large) ou par leur intitulé exact propre à chaque pays¹. Dans les démocraties non occidentales, l'observation de cette classification révèle une diversité plus grande encore des orientations idéologiques et programmatiques des partis. D'un côté, elle inclut des partis historiquement affiliés à une tradition sociale-démocrate ou socialiste, tels que le Parti des travailleurs brésilien, le Congrès national indien ou le Parti révolutionnaire institutionnel mexicain. Mais, d'un autre côté, apparaissent des partis souvent considérés sans ambiguïté comme conservateurs, tels que Saenuri en Corée du Sud, Droit et justice en Pologne ou encore le parti fujimoriste Force populaire au Pérou. Outre ces deux groupes, on observe une multitude d'autres partis aux orientations diverses, incluant des partis attrape-tout, mais également des partis dominants tels que le Parti démocratique du Botswana ou le Congrès national africain en Afrique du Sud. Cette diversité reflète directement la complexité des clivages politiques : ce n'est qu'en étudiant le lien entre le statut socio-économique et d'autres axes du conflit politique que l'on peut comprendre comment émergent différentes formes de clivages de classe.

Dépolitiser la classe sociale : revenu, diplôme et « systèmes de partis d'élites multiples »

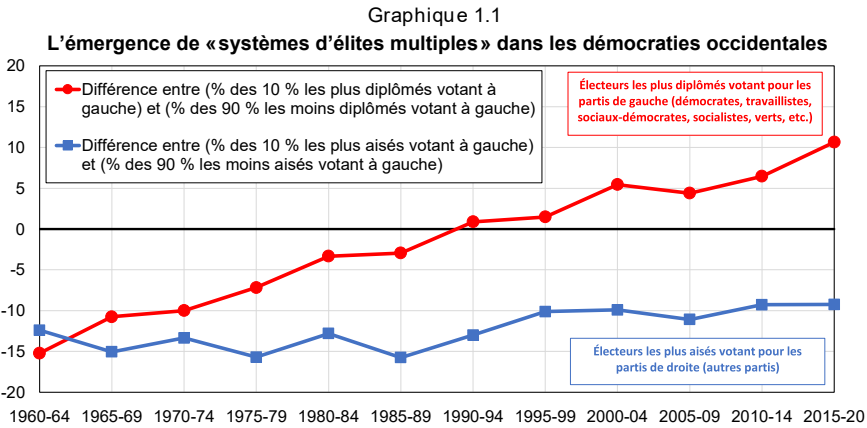
*L'émergence de « systèmes de partis d'élites multiples »
dans les démocraties occidentales*

Nous commençons cette analyse par une description des clivages liés au revenu et au diplôme dans les démocraties occidentales. Dans cette perspective, nous considérons un indicateur très simple : la différence entre la part des 10 % d'électeurs les plus aisés et la part des 90 % les moins aisés votant pour les partis sociaux-démocrates, socialistes, démocrates, travailistes, communistes et écologistes. Cette différence est négative lorsque les électeurs à hauts revenus ont une probabilité plus faible de voter pour ces partis, positive lorsqu'ils ont une probabilité plus élevée de le faire, et égale à zéro s'ils ont exactement la même probabilité de soutenir ces partis que le reste de l'électorat. De même, on peut définir un indicateur semblable pour le diplôme comme la différence entre la part des 10 % d'électeurs les

1. Voir tableau 1.1. Notre classification inclut également quelques partis qui ne sont clairement ni sociaux-démocrates ni socialistes, tels que le Parti démocrate aux États-Unis, le Parti libéral au Canada ou le Fianna Fáil en Irlande. Ce choix est avant tout motivé par notre objectif principal de comparer des coalitions électorales significatives entre pays, obtenant au moins 30 % des voix à la plupart des élections nationales, mais les transformations documentées dans ce chapitre sont robustes à des catégorisations alternatives (voir études de cas correspondantes).

plus diplômés et la part des 90 % d'électeurs les moins diplômés votant pour les partis sociaux-démocrates et assimilés¹.

Le graphique 1.1 représente l'évolution de long terme de ces deux indicateurs, en prenant leurs valeurs moyennes dans les 12 démocraties occidentales pour lesquelles des données existent depuis les années 1960. Comme le montre la courbe inférieure du graphique, les électeurs les plus aisés ont toujours été moins enclins à voter pour les partis sociaux-démocrates et assimilés et plus enclins à voter pour les partis conservateurs et assimilés que le reste de l'électorat. Dans les années 1960, la valeur de cet indicateur était -15 : les électeurs à hauts revenus avaient une probabilité de voter social-démocrate plus faible que celle des électeurs à bas revenus de 15 points de pourcentage. Cet écart a légèrement décru jusqu'à atteindre -10 lors de la dernière décennie, mais il est resté nettement négatif. Les électeurs les plus aisés continuent ainsi de voter plus fortement pour les partis conservateurs que les électeurs les moins aisés, comme c'était déjà le cas il y a cinquante ans.



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).
Note : dans les années 1960, les électeurs les plus diplômés et les plus aisés avaient une probabilité de voter pour les partis de gauche (démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes) de 10 points de pourcentage moins élevée que celle des électeurs les moins diplômés et les moins aisés. Le vote de gauche est progressivement devenu associé aux électeurs les plus diplômés, conduisant à l'émergence de « systèmes d'élites multiples ». Moyenne par intervalles de cinq ans sur les pays suivants : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse. Les estimations contrôlent pour les variables suivantes (pour les pays-années où celles-ci sont disponibles) : revenu / diplôme, âge, genre, appartenance religieuse, pratique religieuse, rural/urbain, région, appartenance raciale / ethnique, situation d'emploi et statut marital.

Une évolution radicalement différente est visible concernant le diplôme. Comme le révèle la courbe supérieure du graphique 1.1, les électeurs les

1. De façon générale, nous nous concentrons sur les écarts entre les 10 % du haut et les 90 % du bas, mais les évolutions obtenues seraient similaires si l'on examinait d'autres écarts inter-déciles, par exemple entre les 50 % du haut et les 50 % du bas.

plus diplômés avaient une probabilité plus faible de voter pour les partis sociaux-démocrates que les électeurs les moins diplômés de 15 points de pourcentage dans les années 1960, mais, depuis, un renversement spectaculaire s'est opéré. Cette courbe a en effet progressivement augmenté jusqu'à devenir positive, passant de -10 dans les années 1970 à -5 dans les années 1980, à 0 dans les années 1990, à +5 dans les années 2000 et enfin à +10 en 2015-2020. Les électeurs les plus diplômés, votant jadis davantage pour les partis conservateurs que les électeurs les moins diplômés, votent désormais significativement plus pour les partis sociaux-démocrates et assimilés¹.

Une transformation très claire émerge donc de la combinaison de ces deux évolutions. Dans les décennies de l'après-guerre, les systèmes de partis des démocraties occidentales étaient « classistes », dans le sens où les partis sociaux-démocrates (sous leurs diverses variantes : socialistes, démocrates, travaillistes, etc.) représentaient les électeurs les moins aisés et les moins diplômés, tandis que les partis conservateurs (là aussi dans leurs diverses formes : chrétiens-démocrates, républicains, gaullistes, etc.) représentaient les électeurs les plus aisés et les plus diplômés. Ces systèmes de partis se sont progressivement transformés en ce que l'on peut appeler des « systèmes d'élites multiples » : les partis sociaux-démocrates et assimilés sont devenus les partis des plus diplômés, tandis que les partis conservateurs et assimilés demeurent les partis des élites économiques².

Notons que ce graphique prend en compte des contrôles statistiques, c'est-à-dire qu'il permet de considérer les effets *indépendants* du revenu et du diplôme. Ainsi, le graphique s'interprète de la façon suivante : toutes choses étant égales par ailleurs, à même niveau de diplôme et autres caractéristiques identiques les électeurs les plus aisés étaient moins enclins à voter à gauche de 10 points de pourcentage en 2015-2020 que les électeurs les moins aisés. Si ces contrôles n'étaient pas pris en compte, alors on observerait un déclin plus marqué de l'influence du revenu sur le vote, de presque -20 dans les années

1. Plusieurs études avaient déjà suggéré que le diplôme pourrait jouer un rôle nouveau dans la détermination des comportements électoraux. Voir en particulier P. Achterberg, D. Houtman et J. van der Waal, « Class Is Not Dead – It Has Been Buried Alive: Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies, 1956-1990 », art. cité ; S. Bornschieer, « The New Cultural Divide and the Two-Dimensional Political Space in Western Europe », *West European Politics*, 33, n° 3, 2010, p. 419-444 ; M. Dolezal, « Exploring the Stabilization of a Political Force: The Social and Attitudinal Basis of Green Parties in the Age of Globalization », *West European Politics*, 33, n° 3, 2010, p. 534-552 ; R. Stubager, « The Development of the Education Cleavage: Denmark as a Critical Case », *West European Politics*, 33, n° 3, 2010, p. 505-533 ; M. Bovens et A. Wille, « Education: The Contours of a New Cleavage? Comparing 23 European Countries », in K. Aarts et M. Wittenberg (dir.), *Stabiliteit en verandering in Europa*, DANS, 2012.

2. T. Piketty, *Capital et Idéologie*, op. cit., chapitre 15.

1960 à -5 sur la période 2015-2020¹. Cela s'explique en grande partie par le fait que les électeurs les plus diplômés ont des niveaux de revenus moyens plus élevés, de telle sorte que le renversement du clivage éducatif a mécaniquement conduit à une réduction des écarts du vote social-démocrate par revenu.

Le renversement du clivage éducatif

L'émergence d'un système d'« élites multiples » a eu lieu dans la quasi-totalité des démocraties occidentales, mais à des rythmes et intensités toutefois variables. Nous y reviendrons de façon détaillée dans les chapitres concernés (voir chapitres 2 à 7). Par exemple, comme le révèle le graphique 1.2, le soutien des électeurs les plus diplômés aux partis sociaux-démocrates était particulièrement faible en Norvège, en Suède et en Finlande entre les années 1950 et 1970, trois démocraties bien connues pour l'intensité de leurs clivages de classe historiques (voir chapitre 4). Le renversement du clivage éducatif ne s'est pas encore complètement achevé dans ces pays, les partis sociaux-démocrates disposant jusqu'à aujourd'hui du soutien d'une part significative des électeurs à faibles niveaux de revenu et d'éducation.

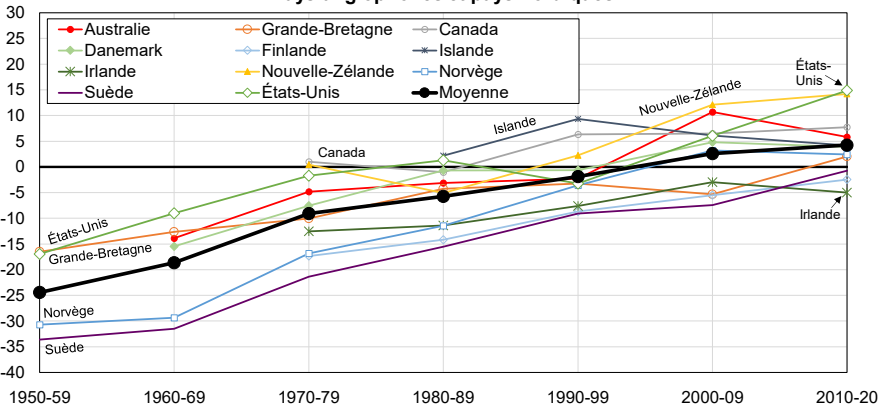
Ce décalage concerne également les démocraties récentes que sont l'Espagne et le Portugal ainsi que les pays qui ont connu une industrialisation tardive, comme l'Irlande, où les partis de gauche continuent d'être davantage « classistes ». Le Portugal, seul pays où aucune tendance à un renversement du clivage éducatif n'est perceptible, et l'Irlande, dans une moindre mesure, constituent deux exceptions parmi les démocraties occidentales. Entre autres facteurs, cette trajectoire unique peut s'expliquer par la polarisation des partis traditionnels et le succès de nouveaux partis de gauche après la crise financière de 2008 (chapitre 6). À l'inverse, le clivage éducatif est aujourd'hui fortement positif aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Suisse et aux Pays-Bas. L'ampleur des clivages identitaires, reflétés dans le cas de la Suisse et des Pays-Bas par les scores importants obtenus par les mouvements écologistes d'un côté et anti-migrants de l'autre, peut contribuer à expliquer ces variations (chapitre 7).

Persistence et atténuation des clivages liés au revenu

Dans toutes les démocraties occidentales sans exception, les électeurs à hauts revenus sont restés significativement plus enclins à voter pour les partis conservateurs et chrétiens que les électeurs les moins aisés, mais des variations importantes sont toutefois notables (graphique 1.3). L'impact du revenu sur le vote était le plus élevé dans les pays d'Europe du Nord,

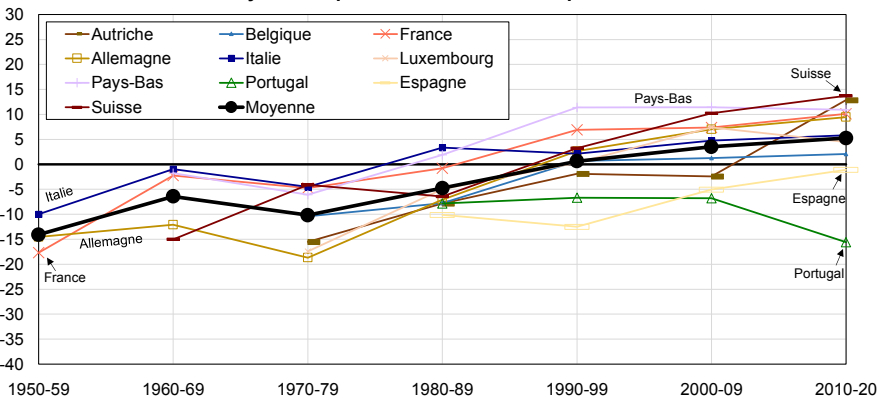
1. Voir le graphique A1 en annexe.

Graphique 1.2a
**Le retournement du clivage éducatif dans les démocraties occidentales.
 Pays anglophones et pays nordiques**



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).
Note : le graphique représente la différence entre la part des 10 % d'électeurs les plus diplômés et la part des 90 % d'électeurs les moins diplômés votant pour les partis démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes dans les pays d'Europe continentale et d'Europe du Sud. Dans la plupart de ces pays, les électeurs les plus diplômés, historiquement plus enclins à voter conservateur / démocrate-chrétien, se sont progressivement tournés vers ces partis. Les estimations contrôlent pour les variables suivantes (pour les pays-années où celles-ci sont disponibles) : revenu, âge, genre, appartenance religieuse, pratique religieuse, rural/urbain, région, appartenance raciale / ethnique, situation d'emploi et statut marital.

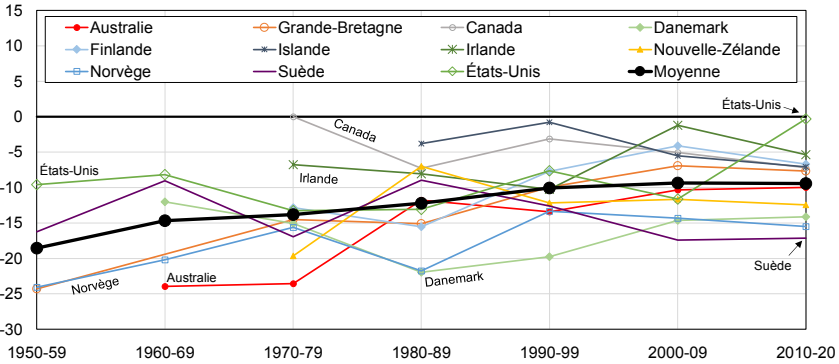
Graphique 1.2b
**Le retournement du clivage éducatif dans les démocraties occidentales.
 Pays d'Europe continentale et d'Europe du Sud**



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).
Note : le graphique représente la différence entre la part des 10 % d'électeurs les plus diplômés et la part des 90 % d'électeurs les moins diplômés votant pour les partis démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes dans les pays d'Europe continentale et d'Europe du Sud. Dans la plupart de ces pays, les électeurs les plus diplômés, historiquement plus enclins à voter conservateur / démocrate-chrétien, se sont progressivement tournés vers ces partis. Les estimations contrôlent pour les variables suivantes (pour les pays-années où celles-ci sont disponibles) : revenu, âge, genre, appartenance religieuse, pratique religieuse, rural/urbain, région, appartenance raciale / ethnique, situation d'emploi et statut marital.

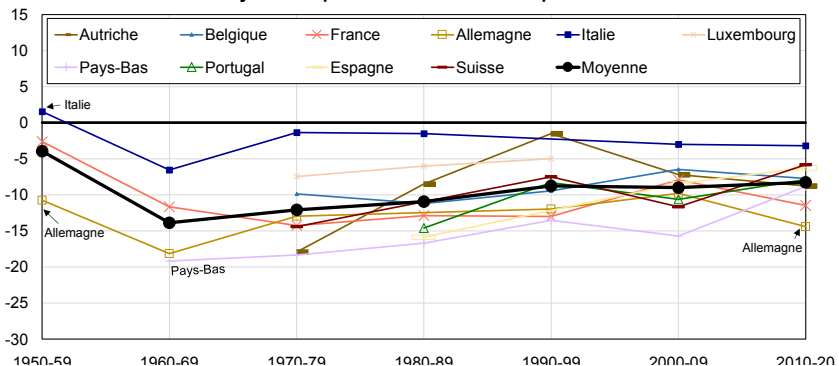
en Grande-Bretagne, en Australie et en Nouvelle-Zélande, dans les années 1950 et 1960, ce qui s'explique par les industrialisations historiques précoces et les clivages de classe marqués de ces pays. À mesure que ces clivages se sont estompés au cours des dernières décennies, le lien entre revenu et vote s'est lui aussi progressivement atténué.

Graphique 1.3a
Vote et revenu dans les démocraties occidentales : entre stabilité et déclin.
Pays anglophones et nordiques



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).
 Note : le graphique représente la différence entre la part des 10 % d'électeurs les plus aisés et la part des 90 % d'électeurs les moins aisés votant pour les partis démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes dans les pays anglophones et les pays nordiques. Dans tous ces pays, les électeurs à hauts revenus sont restés significativement moins enclins à voter pour ces partis que les électeurs à bas revenus. Les estimations contrôlent pour les variables suivantes (pour les pays-années où celles-ci sont disponibles) : diplôme, âge, genre, appartenance religieuse, pratique religieuse, rural/urbain, région, appartenance raciale / ethnique, situation d'emploi et statut marital.

Graphique 1.3b
Vote et revenu dans les démocraties occidentales : entre stabilité et déclin.
Pays d'Europe continentale et d'Europe du Sud



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).
 Note : le graphique représente la différence entre la part des 10 % d'électeurs les plus aisés et la part des 90 % d'électeurs les moins aisés votant pour les partis démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes dans les pays d'Europe continentale et d'Europe du Sud. Dans tous ces pays, les électeurs à hauts revenus sont restés significativement moins enclins à voter pour ces partis que les électeurs à bas revenus. Les estimations contrôlent pour les variables suivantes (pour les pays-années où celles-ci sont disponibles) : diplôme, âge, genre, appartenance religieuse, pratique religieuse, rural/urbain, région, appartenance raciale / ethnique, situation d'emploi et statut marital.

À l'inverse, dans les pays présentant des clivages de classe historiquement faibles ou des clivages religieux (Italie) ou ethnolinguistiques (Canada) profonds, les électeurs les moins aisés ont moins soutenu les partis sociaux-démocrates et assimilés. Cependant, malgré ces variations, la tendance générale des électeurs les plus aisés à voter à droite s'est avérée fortement persistante dans les démocraties occidentales contemporaines, suggérant un rôle toujours important des conflits liés à la redistribution des richesses. Les États-Unis constituent le seul pays dans lequel un renversement complet de l'effet du revenu sur le vote pourrait être enclenché : en 2016 et 2020, les 10 % d'électeurs les plus aisés y ont en effet été plus enclins à voter pour le Parti démocrate que les 90 % les moins aisés pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (chapitre 2).

*Les origines des « systèmes d'élites multiples »
dans les démocraties occidentales*

Comment expliquer ce renversement du clivage éducatif ? Répondre à cette question serait une tâche d'une trop grande complexité pour être entreprise dans le présent chapitre, mais trois mécanismes complémentaires méritent d'être mentionnés.

L'explication classique du revirement des électeurs les plus diplômés à gauche, et inversement de celui des électeurs les moins diplômés à droite, associe ce processus à l'émergence de nouveaux conflits identitaires à la suite de la révolution culturelle des années 1960 et 1970, et plus récemment à l'importance croissante des questions migratoires. À mesure que prenaient de l'ampleur certaines problématiques politiques comme les enjeux environnementaux, l'égalité hommes-femmes ou les droits des minorités sexuelles et ethniques (dont le mouvement des droits civiques aux États-Unis), de nouveaux partis écologistes et de « Nouvelle Gauche » apparurent, principalement soutenus par la classe moyenne jeune et urbaine¹. Ce nouveau clivage socioculturel aurait ensuite été renforcé dans les années 1990 et 2000 par la montée de mouvements d'extrême droite et anti-migrants, partisans de politiques sociales conservatrices et du renforcement des contrôles aux frontières. Ce phénomène représenterait pour certains un « retour de flamme culturel » au progrès social promu par les nouvelles générations². Dans la section suivante,

1. H. Kitschelt, *The Transformation of European Social Democracy*, op. cit. ; R. J. Dalton, *Political Realignment*, op. cit.

2. R. Inglehart et P. Norris, *Cultural Backlash. Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, op. cit.

nous montrons effectivement que ce processus a contribué à renforcer les systèmes d'élites multiples, dans la mesure où le niveau de diplôme constitue bien la variable primordiale distinguant les partis écologistes des partis d'extrême droite.

Cette explication doit cependant être complétée par d'autres facteurs. Cette transformation n'est pas propre aux années 1960, et encore moins aux années 2000. Comme nous l'avons montré ci-dessus, elle correspond davantage à un processus très progressif qui a visiblement commencé dès les années 1950, au moins dans les pays pour lesquels des données sur cette période sont disponibles, et qui s'est poursuivi à un rythme relativement stable tout au long de la seconde moitié du *xx^e* siècle. Par ailleurs, cette évolution n'est pas caractéristique des pays avec d'importants partis anti-immigration puisqu'elle a eu lieu avec la même ampleur dans des pays où ces derniers sont relativement faibles, tels que l'Australie ou la Nouvelle-Zélande (voir chapitre 5), tandis qu'elle ne s'est tout simplement pas produite au Portugal et en Irlande.

Un deuxième mécanisme pourrait contribuer à expliquer cette trajectoire de long terme, même en l'absence de clivages identitaires : il s'agit du processus d'expansion éducative. Dans les années 1950 et 1960 il était relativement simple de concevoir un programme éducatif égalitaire dans la mesure où la majorité des électeurs n'avaient généralement pas dépassé l'instruction primaire ou secondaire. Avec la progression des études supérieures, les partis sociaux-démocrates ont été perçus de manière croissante comme les défenseurs des vainqueurs de la compétition éducative, contribuant à un ressentiment croissant au sein des classes populaires. L'accroissement des inégalités d'accès au système éducatif, en érodant la confiance des citoyens les moins diplômés dans les institutions d'enseignement public, a aussi potentiellement facilité l'émergence de nouveaux mouvements favorables à une réduction des investissements publics et de l'intervention de l'État¹. Conformément à cette hypothèse, nous montrons ci-dessous que le renversement du clivage éducatif a une composante générationnelle importante, dans la mesure où la tendance des électeurs les plus diplômés à voter à gauche n'est visible qu'au sein des générations de l'après-guerre.

Un troisième mécanisme possible a trait au déplacement de l'idéologie globale vers la libéralisation de l'économie, la sacralisation de la propriété privée, le déclin de la progressivité fiscale et plus généralement l'abandon de toute perspective de transformation du système économique et

1. T. Piketty, *Capital et Idéologie*, *op. cit.*

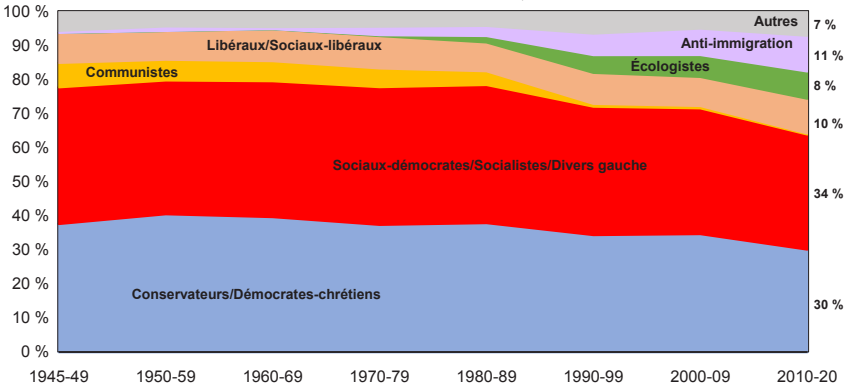
de dépassement du capitalisme, notamment à la suite de la révolution conservatrice des années 1980 et de la chute du communisme à la fin de la guerre froide. La modération des programmes politiques des partis de gauche traditionnels ainsi que leur adhésion dans certains cas aux politiques néolibérales ont vraisemblablement contribué au déclin des clivages de classe, à l'effondrement de ces partis et à la montée en puissance des conflits identitaires. Cette transformation est d'autant plus évidente dans les démocraties post-communistes comme la Hongrie et la Pologne où la collaboration des anciens partis communistes et socialistes au pouvoir au processus de libéralisation des marchés contribua à la désillusion croissante de leur électorat, à la quasi-disparition de ces partis et dans le même temps à l'émergence de puissantes nouvelles coalitions de droite (voir chapitre 8). À l'inverse, en Irlande et au Portugal, les problématiques économiques continuent de structurer les conflits politiques et les partis de gauche conservent le soutien d'une part importante des électeurs les moins aisés et les moins diplômés, suggérant que le renversement du clivage éducatif n'est pas une transition inéluctable ou mécanique.

*L'expansion des systèmes multipartites
dans les démocraties occidentales*

Dans des systèmes bipartites, comme celui des États-Unis, l'émergence d'un système d'élites multiples s'est entièrement déroulée au sein des partis existants. Cependant, dans de nombreux systèmes multipartites une réorganisation importante des forces politiques s'est opérée au cours des dernières décennies (voir graphique 1.4). Le score moyen des partis socialistes et sociaux-démocrates dans les démocraties occidentales a en effet chuté de 40 % à 34 % depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, tandis que celui des partis chrétiens et conservateurs diminuait de 38 % à 30 %. Les partis communistes, qui obtenaient 7 % des voix dans les années 1940, ont quant à eux pratiquement disparu de la scène politique. Les partis écologistes et anti-migrants ont progressivement pris de l'importance à partir des années 1980, jusqu'à respectivement atteindre 8 % et 11 % des voix au cours de la dernière décennie. Enfin, le soutien aux partis sociaux-libéraux et libéraux (tels que NEOS en Autriche, le Parti libéral en Norvège ou D66 aux Pays-Bas) est resté relativement stable, bien qu'avec d'importantes variations d'un pays à l'autre.

Le graphique 1.5 décompose les deux indicateurs de revenu et de diplôme pour ces différentes familles de partis et montre la transformation

Graphique 1.4
**La transformation des systèmes de partis
 des démocraties occidentales, 1945-2020**



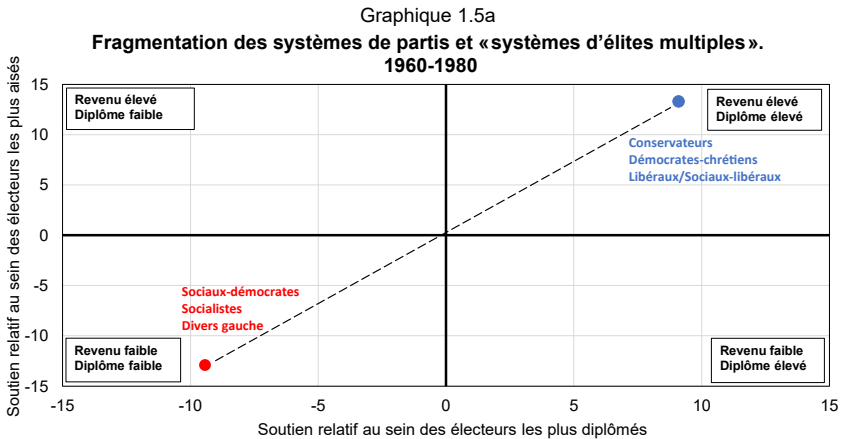
Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).

Note : le graphique représente la part moyenne des voix obtenues par un ensemble de groupes de partis politiques dans les démocraties occidentales entre les années 1940 et les années 2010. Les partis communistes ont vu leur score moyen s'effondrer de 7 % à moins de 0,5 %, tandis que ceux des partis écologistes et anti-immigration ont progressé jusqu'à respectivement atteindre 8 % et 11 %. Moyennes par décennie sur toutes les démocraties occidentales à l'exception de l'Espagne et du Portugal (aucune élection démocratique avant les années 1970) et des États-Unis et du Royaume-Uni (systèmes bipartites).

considérable de la structure des clivages politiques qui s'est produite entre la période 1960-1980 (1.5a) et la période 2000-2020 (1.5b). De manière frappante, le revenu apparaît aujourd'hui comme l'élément déterminant pour distinguer, à niveau de diplôme identique, le vote social-démocrate et socialiste du vote conservateur, chrétien et social-libéral. À l'inverse, c'est le niveau de diplôme qui est le facteur décisif entre vote écologiste et vote anti-migrants à un même niveau de revenu. La progression électorale des écologistes et des partis anti-immigration a ainsi clairement contribué au renversement du clivage éducatif dans un certain nombre de démocraties occidentales.

Derrière ces moyennes se cachent toutefois d'importantes variations d'un pays à l'autre¹. Si les partis verts et écologistes font systématiquement leurs meilleurs scores auprès des électeurs les plus diplômés, ils diffèrent par leur tendance à attirer des électeurs plus ou moins aisés. De même, les partis anti-immigration sont presque toujours soutenus par les électeurs les moins diplômés, mais le profil du vote anti-immigration par revenu est plus variable. Le Parti de la liberté d'Autriche, le Front national (nommé Rassemblement national depuis 2018) en France et le Parti populaire danois sont caractérisés par une concentration particulière de leur électorat au sein des électeurs les plus défavorisés. La Ligue du Nord en Italie et VOX en Espagne, à l'inverse, ont été plus populaires auprès des électeurs les plus

1. Voir graphique A16 en annexe.



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).

Note : le graphique représente la différence entre la part des 10 % d'électeurs les plus aisés et la part des 90 % d'électeurs les moins aisés votant pour des catégories de partis spécifiques sur l'axe des ordonnées, et la même différence entre électeurs les plus diplômés et électeurs les moins diplômés sur l'axe des abscisses. Dans les années 1960-1980, les partis socialistes et sociaux-démocrates obtenaient de meilleurs scores auprès des électeurs les moins aisés et les moins diplômés, tandis que les partis conservateurs, démocrates-chrétiens et libéraux faisaient de meilleurs scores auprès des électeurs les plus aisés et les plus diplômés. Moyennes sur toutes les démocraties occidentales. Les estimations contrôlent pour les variables suivantes (pour les pays-années où celles-ci sont disponibles) : revenu / diplôme, âge, genre, appartenance religieuse, pratique religieuse, rural/urbain, région, appartenance raciale / ethnique, situation d'emploi et statut marital.

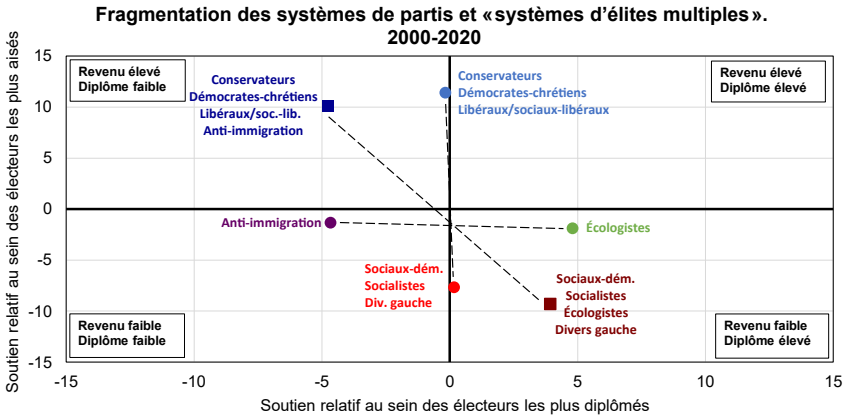
aisés, ce qui s'explique notamment par une interaction singulière entre les problématiques migratoires et d'autres dimensions du conflit politique (le mouvement indépendantiste catalan en Espagne et la concentration des voix pour la Ligue du Nord dans les régions les plus riches du Nord en Italie, voir chapitre 6). Dans l'ensemble, ces variations nuancent donc l'idée selon laquelle les partis écologistes seraient systématiquement orientés vers les électeurs les plus aisés et les partis d'extrême droite vers les classes populaires.

Cependant, au-delà de ces décompositions, soulignons que dans un grand nombre de démocraties occidentales les partis de gauche traditionnels ont également attiré une part croissante des électeurs les plus diplômés. C'est bien la combinaison de ces deux transformations, le renversement du clivage éducatif au sein des anciens partis et l'apparition de nouveaux partis écologistes et d'extrême droite, qui a conduit au revirement des électeurs les plus diplômés vers les partis de gauche dans les années récentes.

L'érosion des clivages de classe perçus

Notre analyse montre donc une dissociation progressive de deux mesures complémentaires de la classe sociale, le revenu et le diplôme, à mesure que les individus situés au sommet de la hiérarchie sociale dans chacune de ces dimensions dissocièrent leur vote pour soutenir des coalitions différentes.

Graphique 1.5b



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).

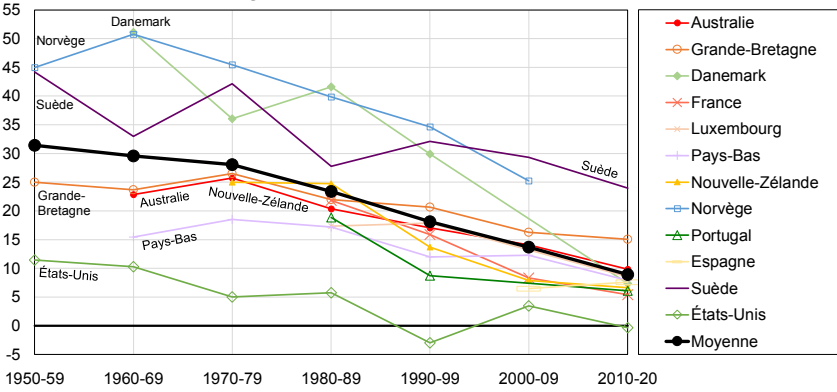
Note : le graphique représente la différence entre la part des 10 % d'électeurs les plus aisés et la part des 90 % d'électeurs les moins aisés votant pour des catégories de partis spécifiques sur l'axe des ordonnées, et la même différence entre électeurs les plus diplômés et électeurs les moins diplômés sur l'axe des abscisses. Le diplôme distingue nettement les partis anti-immigration des partis écologistes aujourd'hui, tandis que c'est le revenu qui différencie le plus les partis conservateurs et chrétiens des partis socialistes et sociaux-démocrates. Moyennes sur toutes les démocraties occidentales. Les estimations contrôlent pour les variables suivantes (pour les pays-années où celles-ci sont disponibles) : revenu/diplôme, âge, genre, appartenance religieuse, pratique religieuse, rural/urbain, région, appartenance raciale/ethnique, situation d'emploi et statut marital.

Dans un certain nombre de pays, les enquêtes post-électorales ont également collecté des informations sur la position dans la hiérarchie sociale à laquelle les individus estiment se situer, les enquêtés devant déterminer s'ils se sentaient plutôt appartenir à des catégories telles que « la classe ouvrière », « les classes populaires », « la classe moyenne » ou « les classes supérieures ». Bien que la formulation de ces questions et les échelles utilisées puissent varier entre pays, et parfois même au cours du temps, elles s'avèrent très utiles pour élaborer une vision complémentaire sur les dynamiques des clivages de classe.

Le graphique 1.6 représente l'écart de votes pour les partis sociaux-démocrates et assimilés entre les électeurs s'identifiant à la « classe ouvrière » ou aux « classes populaires » et les électeurs s'identifiant à la « classe moyenne », aux « classes supérieures » ou ne s'identifiant à « aucune classe » dans les pays où de telles données sont disponibles. Cet écart était élevé et positif dans les années 1950 : les électeurs s'identifiant au bas de l'échelle sociale avaient une probabilité de voter à gauche plus élevée de 30 points de pourcentage en moyenne. Elle a progressivement décliné jusqu'à tomber en dessous de 10 points de pourcentage au cours de la dernière décennie. Les clivages de classe perçus étaient historiquement plus marqués dans les pays d'Europe du Nord, comme c'était également le cas pour le revenu et le diplôme, et plus faibles aux États-Unis. Dans tous les pays occidentaux sans exception, ces clivages ont diminué.

Graphique 1.6

Le déclin des clivages de classe perçus dans les démocraties occidentales



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).

Note : le graphique représente la différence entre la part des électeurs s'identifiant à la « classe ouvrière » ou aux « classes populaires » et la part des électeurs s'identifiant à la « classe moyenne », aux « classes supérieures » ou ne s'identifiant à « aucune classe » votant pour les partis démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes. Les clivages de classe perçus ont fortement décliné au cours des dernières décennies. Les estimations contrôlent pour les variables suivantes (pour les pays-années où celles-ci sont disponibles) : revenu, diplôme, âge, genre, appartenance religieuse, pratique religieuse, rural/urbain, région, appartenance raciale / ethnique, situation d'emploi et statut marital.

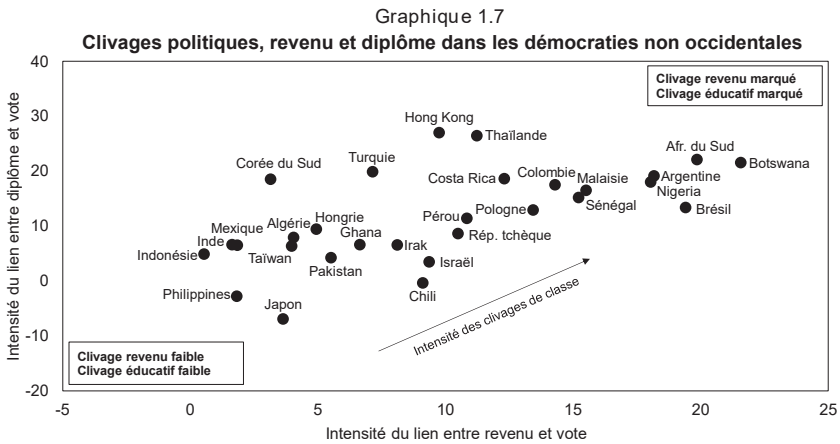
Considérés concomitamment nos résultats sur le revenu, le diplôme et la classe sociale subjective dévoilent ainsi la complexité et la pluridimensionnalité des clivages de classe. Si l'effet du revenu sur le vote pour les partis sociaux-démocrates est resté stable au cours des dernières décennies, celui du diplôme s'est complètement inversé. Les clivages de classe perçus saisissent sans doute l'influence conjointe de ces deux dimensions, révélant un déclin progressif qui n'a toutefois pas abouti, pour le moment, à un véritable renversement.

Clivages de classe dans les démocraties non occidentales

Quels sont les effets relatifs du revenu et du diplôme dans la détermination des comportements de vote dans les démocraties non occidentales ? Pour répondre à cette question, le graphique 1.7 représente deux indicateurs pour toutes les démocraties non occidentales disponibles dans notre base de données : sur l'axe des abscisses, la différence entre la part des 50 % les plus aisés et la part des 50 % les moins aisés votant pour les partis et coalitions pro-pauvres, et sur l'axe des ordonnées la même différence en termes de diplôme.

De manière frappante, le revenu et le diplôme apparaissent alignés dans la quasi-totalité des pays : les électeurs les moins diplômés et les moins aisés ont tendance à voter pour les mêmes partis ou coalitions, suggérant que les systèmes d'élites multiples tels que ceux apparus au cours des décennies récentes dans les démocraties occidentales sont relativement rares en perspective

comparée et historique¹. Si l'on excepte ce développement récent, deux systèmes d'élites multiples clairement identifiés dans cet ouvrage méritent cependant d'être mentionnés ici. Le système politique du Japon d'après guerre opposait ainsi le Parti libéral-démocrate, fortement soutenu par les élites économiques, aux partis socialiste et communiste, farouchement opposés à la remilitarisation et à la coopération avec les États-Unis, qui réalisaient de meilleurs scores auprès de la classe moyenne urbaine éduquée (voir chapitre 11). Une dissociation semblable était visible en Turquie dans les années 1990 où l'opposition entre partis de centre droit et partis de centre gauche matérialisait un clivage entre élites laïques et élites économiques (voir chapitre 19). Dans ces deux cas, la séparation des dimensions du revenu et du diplôme fut possible en raison de l'existence d'un profond clivage socioculturel transversal lié aux attitudes à l'égard de la politique extérieure au Japon et aux divisions entre laïques et religieux en Turquie.



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).

Note : le graphique représente, sur l'axe des abscisses, la différence entre la part des électeurs les moins aisés (50 % du bas) et la part des électeurs les plus aisés (50 % du haut) votant pour les « partis des électeurs les moins aisés » dans les démocraties non occidentales (voir tableau 1.1), et la même différence entre électeurs les moins diplômés (50 % du bas) et électeurs les plus diplômés (50 % du haut) sur l'axe des ordonnées. Les clivages associés au revenu et au diplôme sont particulièrement marqués en Afrique du Sud et au Brésil, tandis qu'ils sont particulièrement faibles au Japon et aux Philippines. Les effets du revenu et du diplôme sont représentés comme identiques pour le Botswana, le Ghana, le Nigeria et le Sénégal en l'absence de données sur le revenu.

À l'instar des démocraties occidentales, ces clivages présentent de fortes variations qui peuvent dans une majorité de cas s'expliquer par l'ampleur relative d'autres clivages politiques et par leur interaction avec la structure socio-économique. À Hong Kong, par exemple, le clivage éducatif est

1. L'ampleur de cet alignement est partiellement liée à la corrélation entre revenu et diplôme, mais est robuste à l'introduction de contrôles dans la plupart des pays : voir le graphique A31 en annexe.

exceptionnellement élevé principalement du fait de son interaction avec l'âge, les jeunes électeurs diplômés du supérieur étant bien plus favorables au camp pro-démocratie (voir la section sur les clivages générationnels *infra*). Les inégalités raciales structurent quant à elles la relation particulièrement étroite entre le revenu et le vote en Afrique du Sud. En d'autres termes, il nous faut étudier attentivement l'interaction entre les variables socio-économiques et d'autres formes d'identités sociales pour comprendre ces variations. C'est ce que nous nous proposons maintenant de faire dans le reste de ce chapitre, ainsi que dans les chapitres dédiés de cet ouvrage.

Clivages ethnoreligieux et socioculturels

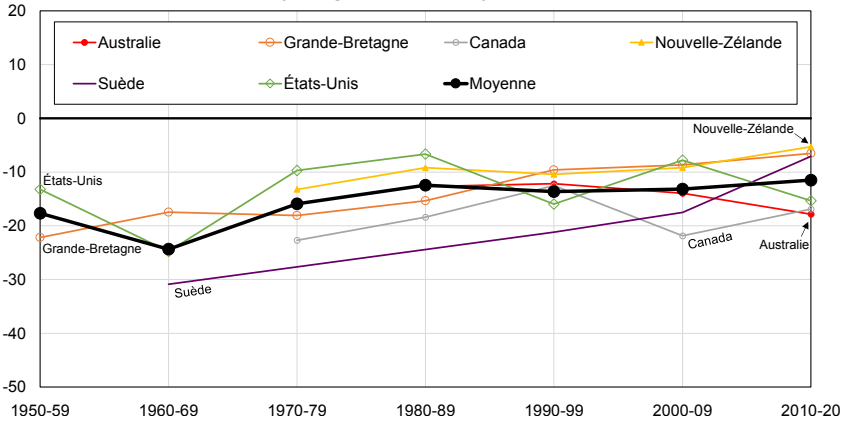
Nous nous intéressons maintenant à l'analyse des clivages liés aux identités ethnoreligieuses et socioculturelles, appréhendées en tant que catégories sociopolitiques englobant différents sentiments d'appartenance liés à la religion, à l'identité nationale, aux origines, à la langue, à la culture ou encore à des traditions historiques. Nous commençons par étudier l'intensité et l'évolution du clivage religieux traditionnel et du vote des minorités religieuses dans les démocraties occidentales et non occidentales. Dans un second temps, nous menons une discussion plus large sur la représentation politique des groupes socioculturels défavorisés à travers le temps et l'espace.

Clivages religieux et minorités religieuses

Dans les démocraties occidentales, les clivages religieux ont historiquement grandement participé à la construction des discours politiques. Les partis sociaux-démocrates et leurs prédécesseurs laïques et radicaux ont toujours été plus favorables à la préservation de la laïcité de l'État, tandis que les partis conservateurs et chrétiens représentaient traditionnellement les intérêts de l'Église et des électeurs religieux. Avec la sécularisation progressive des sociétés occidentales de l'après-guerre, les affiliations religieuses perdirent toutefois progressivement en importance, provoquant dans de nombreux pays la chute des partis démocrates-chrétiens.

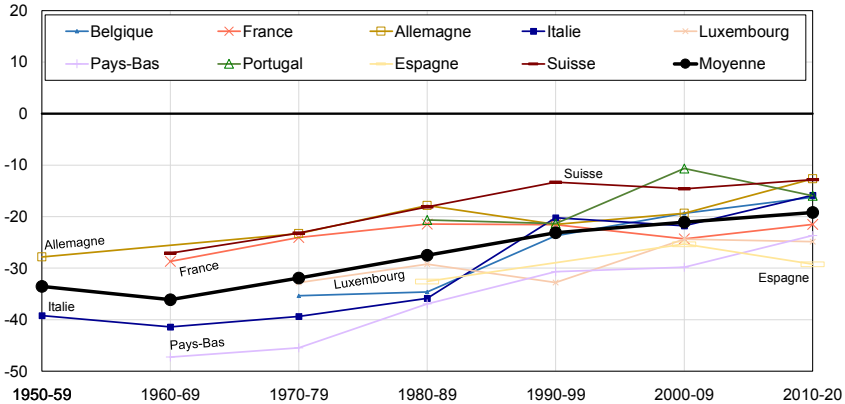
Le graphique 1.8 représente la différence entre la part des électeurs appartenant à la religion majoritaire – le protestantisme dans les pays historiquement protestants (1.8a), le catholicisme dans les pays historiquement catholiques et ces deux courants dans les pays mixtes (1.8b) – et la part des électeurs non-religieux et des minorités religieuses votant pour les partis sociaux-démocrates et assimilés entre les années 1950 et les années 2010.

Graphique 1.8a
Le clivage religieux dans les démocraties occidentales.
Pays anglophones et pays nordiques



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).
Note : le graphique représente la différence entre la part des électeurs protestants déclarant aller à l'église au moins une fois par an et la part des autres électeurs votant pour les partis démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes. Dans tous les pays représentés, les électeurs protestants sont beaucoup moins enclins à voter pour ces partis que les autres électeurs.

Graphique 1.8b
Le clivage religieux dans les démocraties occidentales.
Pays d'Europe continentale et d'Europe du Sud



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).
Note : le graphique représente la différence entre la part des électeurs catholiques (catholiques et protestants dans les pays mixtes) déclarant aller à l'église au moins une fois par an et la part des autres électeurs votant pour les partis démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes. Dans tous les pays représentés, les électeurs religieux sont beaucoup moins enclins à voter pour ces partis que les autres électeurs.

Dans toutes les démocraties occidentales où des données sont disponibles, cette différence est restée fortement négative, indiquant une probabilité moindre de voter à gauche chez les électeurs de la religion majoritaire. Cet écart a cependant décru, suggérant une certaine atténuation du clivage religieux traditionnel, en particulier dans les pays catholiques où il était

historiquement plus élevé que dans les pays protestants. Ces différences initiales s'expliqueraient en partie par l'établissement d'Églises nationales sous autorité étatique dans les pays protestants, ce qui limita l'importance de la religion comme source potentielle de conflit politique, notamment entre l'État et une puissante Église indépendante comme ce fut être le cas des pays catholiques¹.

L'appartenance religieuse n'étant en règle générale que faiblement corrélée au statut socio-économique, les clivages religieux constituent des clivages transversaux divisant des électeurs à même niveau de revenu ou de diplôme en fonction de leur appartenance religieuse. La religion a ainsi davantage contribué à la neutralisation des clivages de classe dans les pays catholiques que dans les pays protestants. L'Italie est l'un des pays où le revenu et le diplôme ont les effets les plus faibles sur le vote, en grande partie du fait de l'importance exceptionnelle de ce clivage laïques-religieux.

Plusieurs démocraties occidentales étaient aussi historiquement caractérisées par des divisions significatives entre une minorité religieuse et les électeurs s'affiliant à la religion dominante, à l'image des catholiques francophones au Canada, des catholiques en Australie et en Nouvelle-Zélande ou des protestants en Irlande. Dans les pays protestants comme catholiques, on observe généralement une tendance de ces minorités à voter pour les partis de gauche ou libéraux dans les années 1960 et 1970². L'Irlande constitue une exception intéressante à cet alignement puisque le parti de centre droit Fine Gael a été soutenu à la fois par les électeurs les plus aisés et par la minorité protestante, ce qui s'explique notamment par le clivage hérité de la guerre civile et par la surreprésentation historique de cette minorité au sommet de la hiérarchie sociale (voir chapitre 6).

Les conflits portant sur la laïcité de l'État et sur l'intégration des minorités religieuses dans la société politique ne sont pas spécifiques aux pays occidentaux : on observe en effet des divisions de même nature dans de nombreuses autres démocraties à travers le monde.

Les enquêtes existantes révèlent notamment l'existence d'un clivage laïques-religieux et d'un clivage catholiques-protestants en Amérique latine, mais avec des différences notables entre pays. Dans les pays de cette région

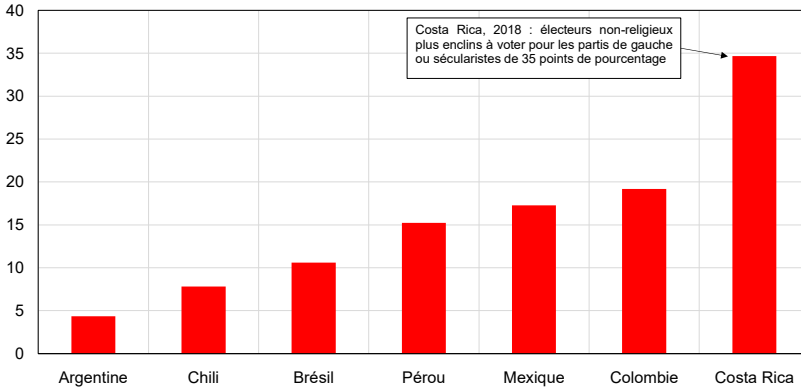
1. R. J. Dalton, « Political Cleavages, Issues et Electoral Change », in L. LeDuc, R. G. Niemi et P. Norris (dir.), *Comparing Democracies: Elections and Voting in Global Perspective*, Sage, 1996 ; O. Knutsen, *Social Structure and Party Choice in Western Europe: A Comparative Longitudinal Study*, Springer, 2004.

2. Voir le graphique B1 en annexe.

étudiés dans cet ouvrage les électeurs déclarant n'être affiliés à aucune religion ont en effet été plus enclins à voter pour les partis de gauche et sécularistes (graphique 1.9). À l'instar des démocraties occidentales, cependant, cet écart est généralement plus élevé dans les pays dont les partis démocrates-chrétiens ont été particulièrement influents, comme le Costa Rica, et plus faible dans les pays présentant des divisions de classe plus prononcées, tels que le Brésil ou l'Argentine. L'émergence de ce clivage est un phénomène relativement récent, permis par le processus de sécularisation commencé dans les années 1980 et par la concurrence croissante du protestantisme au catholicisme¹.

Cependant, à la différence des démocraties occidentales, le clivage catholiques-protestants n'a généralement pas été intégré à l'axe gauche-droite, mais a davantage révélé une forme de vote identitaire pour des candidats non-catholiques. Le Costa Rica, où le Parti Restauration nationale a par exemple été soutenu par une part significative de l'électorat protestant aux élections de 2018, est l'un des pays d'Amérique latine où ce clivage est aujourd'hui le plus marqué (chapitre 15). Le rôle des clivages religieux dans la politique brésilienne semblerait également s'être amplifié aux élections présidentielles de 2018, ce qui est illustré par la popularité de Jair Bolsonaro auprès de l'électorat évangélique (chapitre 14).

Graphique 1.9
Le clivage religieux en Amérique latine



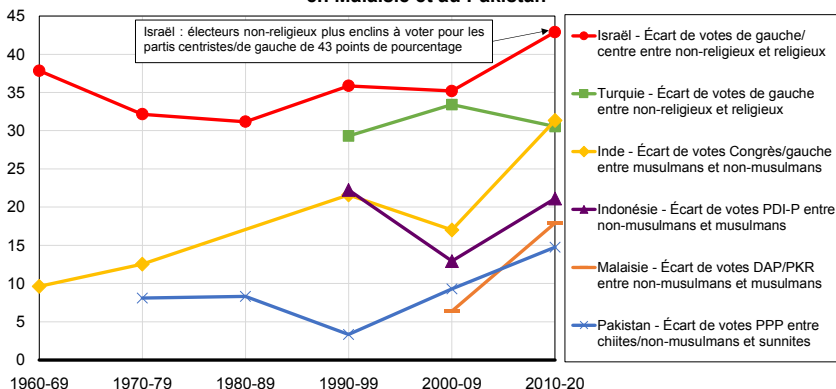
Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).

Note : le graphique représente la différence entre la part des électeurs déclarant n'appartenir à aucune religion et la part des autres électeurs votant pour les partis de gauche ou sécularistes (péronistes en Argentine) au cours de la dernière élection disponible (Argentine 2015, Brésil 2018, Chili 2017, Colombie 2018, Costa Rica 2018, Mexique 2018, Pérou 2016). Dans tous les pays représentés, les électeurs non-religieux sont plus enclins à voter pour ces partis que les autres électeurs. Ce clivage est le plus marqué au Costa Rica et le plus faible en Argentine.

1. R. E. Carlin, M. M. Singer et E. J. Zechmeister, *The Latin American Voter: Pursuing Representation and Accountability in Challenging Contexts*, University of Michigan Press, 2015.

Des clivages religieux profonds et persistants sont aussi visibles dans les pays à majorité musulmane, ainsi qu'en Inde et en Israël (graphique 1.10). Dans les pays à majorité musulmane, les partis sécularistes de centre gauche en Turquie, le Parti démocratique indonésien de lutte, le Parti du peuple pakistanais et le Parti d'action démocratique en Malaisie ont tous réalisé de meilleurs scores parmi les électeurs non-religieux et les minorités religieuses. Le Sénégal, connu pour sa faible politisation des questions religieuses, fait figure d'exception parmi les pays musulmans en ne présentant pas de clivage religieux significatif (voir chapitre 17). En Inde, le Congrès national indien et les partis de gauche ont toujours été davantage soutenus par les électeurs musulmans que par la majorité hindoue, mais ce clivage s'est considérablement amplifié au cours des dernières décennies à mesure que le *Bharatiya Janata Party*, parti nationaliste hindou, attirait une part croissante des castes hautes et plus récemment des basses castes hindoues (chapitre 9). En Israël enfin, se manifeste un des clivages laïques-religieux les plus stables et les plus marqués de tous les pays étudiés dans cet ouvrage : les électeurs non-religieux ont été plus enclins à voter pour les partis centristes et de gauche de 30 à 40 points de pourcentage depuis les années 1960. Dans tous ces pays, les conflits religieux ont ainsi représenté des clivages historiques profonds, clivages qui ont généralement émergé de manière simultanée à la constitution de l'État-nation moderne et se sont révélés très résistants à l'épreuve du temps.

Graphique 1.10
Clivages religieux en Israël, en Turquie, en Inde, en Indonésie,
en Malaisie et au Pakistan



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world).

Note : le graphique représente l'évolution du vote des minorités religieuses ou des électeurs non-religieux en Israël, en Turquie, en Inde, en Indonésie, en Malaisie et au Pakistan. Les clivages religieux se sont accrues en Inde, au Pakistan et en Malaisie au cours des dernières décennies, tandis qu'ils sont restés stables à des niveaux élevés en Indonésie, en Turquie et en Israël. PDI-P : Parti démocratique indonésien de lutte ; DAP : Parti d'action démocratique ; PKR : Parti de la justice populaire (Keadilan) ; PPP : Parti du peuple pakistanais.

Le nouveau clivage nativiste : immigrés et musulmans dans les démocraties occidentales

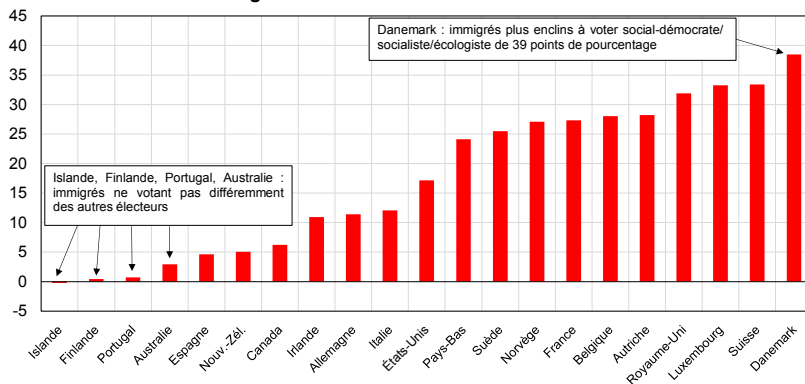
Dans un certain nombre de démocraties occidentales, un nouveau clivage lié à l'identité nationale émergea à la fin du xx^e siècle, de manière concomitante à l'essor de nouveaux partis anti-migrants (graphique 1.4). Les évolutions géopolitiques internationales (décolonisation, ouverture des frontières, mondialisation et afflux de réfugiés en provenance de pays ravagés par la guerre) ont en effet provoqué un nombre croissant de migrations vers les démocraties occidentales, et un certain nombre de ces migrants ont depuis acquis la citoyenneté et le droit de vote aux élections nationales. Le graphique 1.11 montre que ces nouvelles minorités ont majoritairement soutenu les partis sociaux-démocrates et assimilés, avec toutefois des différences significatives entre pays. En particulier, l'intensité de ce nouveau clivage « nativiste » semble fortement corrélée à l'importance des problématiques migratoires et à leur représentation dans l'espace politique. Les pays où ce clivage est le plus marqué correspondent ainsi aux pays dont les partis anti-migrants ont le plus progressé au cours des dernières décennies, notamment l'Autriche, le Danemark, la France ou la Suisse. À l'inverse, les différences de votes de gauche entre immigrés originaires de pays non occidentaux et natifs sont plus faibles dans les pays où les partis anti-migrants réalisent aujourd'hui des scores plus faibles ou sont inexistantes, en particulier l'Islande, le Portugal, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ces résultats suggèrent ainsi que la politisation des problématiques migratoires dans les démocraties occidentales joue un rôle important dans l'émergence de nouveaux clivages identitaires¹.

À la suite des attentats du 11 septembre 2001 et de la montée de l'extrémisme islamiste au Moyen-Orient et dans d'autres parties du monde, de nombreux pays occidentaux ont subi des attaques terroristes et ont vu le terrorisme prendre une importance croissante dans les débats publics et dans les médias. Dans le même temps, de nombreux partis anti-migrants et conservateurs, qui se positionnaient initialement contre l'immigration de manière générale, se sont focalisés sur une dénonciation

1. On notera que le comportement électoral des immigrés intra-européens suit des logiques totalement différentes de celles observées pour les immigrés extra-européens. En France, les immigrés intra-européens (principalement issus du sud de l'Europe : Espagne, Portugal, Italie) votent approximativement comme le reste de la population. En Allemagne, les immigrés intra-européens (principalement issus de l'est de l'Europe et de Russie) votent plus fortement pour les chrétiens-démocrates que le reste de la population.

Graphique 1.11

Le clivage nativiste dans les démocraties occidentales



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world) et de l'Enquête sociale européenne (Allemagne, Danemark, Espagne, Finlande, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse).

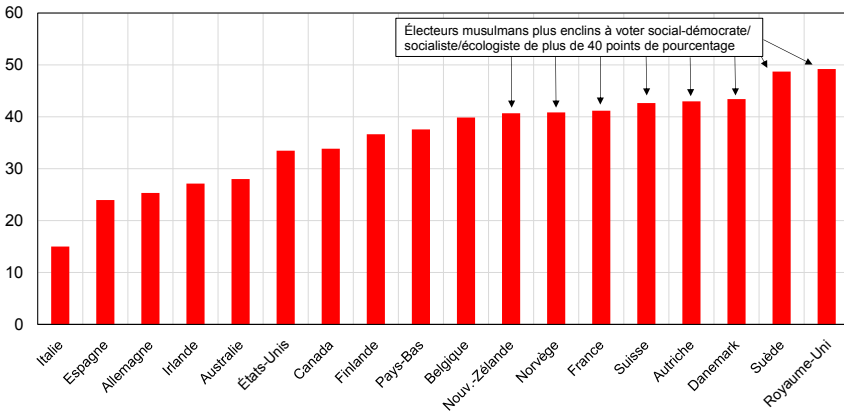
Note : le graphique représente la différence entre la part des électeurs nés dans des pays non occidentaux (tous les pays du monde à l'exception des pays européens, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada et des États-Unis) et la part des natifs (électeurs nés dans le pays considéré) votant pour les partis démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes en moyenne sur la période 2010-2020. Dans la quasi-totalité des pays occidentaux, les immigrants sont fortement plus enclins à voter pour ces partis que les natifs. Inclut les électeurs nés dans les pays occidentaux aux États-Unis et en Islande (absence de données sur le pays exact de naissance). Exclut le Fianna Fáil en Irlande.

de la menace spécifique que représenteraient l'islam et les minorités musulmanes pour la culture occidentale¹. Comme le montre le graphique 1.12, les électeurs musulmans sont considérablement plus enclins à voter pour les partis sociaux-démocrates et assimilés que les autres électeurs. Cet écart est bien plus large que dans le cas des immigrants considérés dans leur ensemble, dépassant 40 points de pourcentage dans plusieurs pays, révélant l'intensité particulièrement vive des clivages liés aux communautés musulmanes. Bien que les écarts trop faibles entre pays doivent être interprétés avec prudence du fait du nombre limité d'observations², des différences significatives apparaissent néanmoins, relativement similaires à celles observées dans le cas du clivage entre immigrants extra-européens et natifs. Cela corrobore l'idée que les électeurs musulmans sont moins enclins à voter à droite lorsque les partis conservateurs et anti-migrants apparaissent particulièrement hostiles à leur intégration.

1. A. Kallis, « The Radical Right and Islamophobia », in J. Rydgren (dir.), *The Oxford Handbook of the Radical Right*, Oxford University Press, 2018 ; F. Perocco, « Anti-Migrant Islamophobia in Europe: Social Roots, Mechanisms and Actors », *Revista interdisciplinar da mobilidade humana*, 26, n° 53, 2018, p. 25-40.

2. En particulier, les électeurs musulmans ne représentent qu'une très faible minorité dans des pays comme la Nouvelle-Zélande ou les États-Unis, ce qui accroît l'incertitude des résultats.

Graphique 1.12
Le vote musulman dans les démocraties occidentales



Source : calculs des auteurs à partir de la World Political cleavages and Inequality Database (voir wpid.world) et de l'Enquête sociale européenne (Allemagne, Danemark, Espagne, Finlande, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse).

Note : le graphique représente la différence entre la part des électeurs musulmans et la part des électeurs non-musulmans votant pour les partis démocrates / travaillistes / sociaux-démocrates / socialistes / écologistes en moyenne sur la période 2010-2020. Dans tous les pays occidentaux sans exception, les musulmans sont fortement plus enclins à voter pour ces partis que les non-musulmans. Ce clivage est plus marqué dans les pays présentant des partis d'extrême droite significatifs tels que la Suède, le Danemark, l'Autriche, la Suisse et la France. Exclut le Fianna Fáil en Irlande.

Quelles pourraient être les conséquences de l'émergence de ce nouveau clivage sur les clivages de classe ? D'une part, de nombreux mouvements sociaux-nativistes ont bénéficié d'un succès croissant auprès des électeurs les moins aisés et les moins diplômés dans plusieurs pays et pourraient constituer dans l'avenir le premier parti des classes populaires. D'autre part, étant donné que les minorités tendent à être surreprésentées au bas de l'échelle sociale, il est probable que les partis sociaux-démocrates et assimilés continuent à attirer au moins certaines franges des électeurs les moins favorisés. Les conflits nativistes pourraient ainsi contribuer à affaiblir encore les clivages de classe, dans la mesure où les partis sociaux-démocrates deviendraient les partis des électeurs les plus diplômés et des minorités, tandis que les partis anti-migrants seraient davantage soutenus par les électeurs à faibles niveaux de revenu et de diplôme du groupe majoritaire.

Clivages socioculturels et ethniques : une perspective comparée

Nous étendons désormais notre analyse à une comparaison plus large des clivages ethno-religieux, ethno-linguistiques, ethno-régionaux et raciaux, en nous concentrant sur le vote de groupes socioculturels défavorisés spécifiques dans les pays couverts par notre base de données. Cette approche révèle des différences frappantes entre pays, mais demeure néanmoins imparfaite pour une compréhension exhaustive de la complexité de tels

Nathan Wachtel
Des archives aux terrains
Essais d'anthropologie historique
2014

Michel Foucault
Théories et Institutions pénales
Cours au Collège de France 1971-1972
2015

Edward P. Thompson
Les Usages de la coutume
Traditions et résistances populaires en Angleterre (XVII^e-XIX^e siècle)
2015

Dominique Julia
Le Voyage aux saints
Les pèlerinages dans l'Occident moderne (XV^e-XVIII^e siècle)
2016

Danny Trom
Persévérance du fait juif
Une théorie politique de la survie
2018

Michel Foucault
La Sexualité
Cours à l'université de Clermont-Ferrand 1964
suivi de
Le Discours de la sexualité
Cours à l'université de Vincennes 1969
2018

Antoine Lilti
L'Héritage des Lumières
Ambivalences de la modernité
2019

Christiane Klapisch-Zuber
Mariages à la florentine
Femmes et vie de famille à Florence (XIV^e-XV^e siècle)
2020